

Zentrum für Europäische Integrationsforschung
Center for European Integration Studies
Rheinische Friedrich Wilhelms-Universität Bonn



Ludger Kühnhardt/Henri Ménudier/
Janusz Reiter

Das Weimarer Dreieck

Die französisch-deutsch-polnischen
Beziehungen als Motor der Euro-
päischen Integration

Discussion Paper

C 72
2000

Ludger Kühnhardt

Il est Directeur du Centre de Recherche sur l'Intégration Européenne (ZEI) à Bonn.

Er ist Direktor am Zentrum für Europäische Integrationsforschung (ZEI) in Bonn.

Jest dyrektorem Centrum Badań nad Integracją Europejską (ZEI) w Bonn.

Henri Ménudier

Il est Professeur de sciences politiques à l'Institut d'Allemand d'Asnières de l'Université Paris III-Sorbonne Nouvelle.

Er ist Professor für Politische Wissenschaft am Institut d'Allemand der Pariser Universität Sorbonne III.

Jest profesorem nauk politycznych Instytutu Niemieckiego paryskiej Sorbony III.

Janusz Reiter

Il est Président du Centre d'Études des Relations Internationales de Varsovie.

Er ist Präsident des Zentrum für Internationale Beziehungen in Warschau.

Jest dyrektorem Centrum Stosunków Międzynarodowych w Warszawie.

Ludger Kühnhardt/Henri Ménudier/ Janusz Reiter

Le „Triangle de Weimar“

Les relations franco-germano-polonaises en tant que moteur de l'intégration européenne

1. Etat des lieux: Première décennie

Après l'effondrement du régime communiste et les profonds changements intervenus dans les pays du Camp socialiste nés au temps de la Guerre froide, diverses approches, conceptuelles et concrètes, furent développées afin de donner au nouvel ordre européen des structures permettant au continent d'affronter l'avenir. Parmi les approches novatrices dont les contours se sont dessinés au début des années quatre-vingt-dix, on relève le „Triangle de Weimar“ qui a été amorcé par une réunion des Ministres des Affaires étrangères, le 28 août 1991 à Weimar, avec les Ministres des Affaires étrangères de l'époque, soit Roland Dumas (France), Hans-Dietrich Genscher (Allemagne) et Krzysztof Skubiszewski (Pologne). D'autres rencontres des Ministres des Affaires étrangères ont suivi: les 23 et 24 avril 1992 à Bergerac, les 11 et 12 novembre 1993 à Varsovie, les 14 et 15 septembre 1994 à Bamberg, le 26 octobre 1995 à Paris, le 19 décembre 1996 à Varsovie, le 19 novembre 1997 à Francfort-sur-l'Oder, le 6 janvier 1999 à Paris et le 30 août 1999 à Weimar. La 10ème rencontre des Ministres des Affaires étrangères du „Triangle de Weimar“ a pris place le 7 juin 2000 à Cracovie. C'est l'occasion de dresser le bilan et de réfléchir au concept et aux possibilités du „Triangle de Weimar“. Ce dernier ne constitue, bien sûr, que l'un des efforts entrepris pour renforcer la cohésion de la nouvelle Europe. Mais c'est précisément pour cela que sa mission a été et restera utile.

L'idée du „Triangle de Weimar“ est née de la constatation qu'il était à la fois indispensable et possible d'identifier, à propos du développement ultérieur de l'Europe, des intérêts fondamentaux communs à la France, l'Allemagne et la Pologne. Parallèlement devrait se développer une culture du dialogue qui admette les différentes situations de départ et respecte les finalités, pas toujours convergentes, en matière de politique européenne, sans pour autant diminuer la chance de renforcer les relations franco-germano-polonaises comme futur moteur de l'intégration européenne. Entre-temps, un processus dense de consultations et l'amorce d'une véritable culture du dialogue se sont instaurés dans les relations franco-germano-polonaises. Ces deux éléments servent la compréhension mutuelle et le développement approfondi de conceptions communes en matière de politique européenne. Les échanges intensifs d'idées à propos des questions stratégiques et fondamentales de sa coopération d'une part, la recherche de projets pragmatiques pertinents pour renforcer efficacement les relations franco-germano-polonaises comme moteur de l'intégration européenne, sans revendiquer un droit d'exclusivité dans les relations avec les autres Etats partenaires de l'Union européenne d'autre part, ont donné corps à cette nouvelle approche.

Au début des années quatre-vingt-dix, les trois pays partenaires ont réellement cherché à se rapprocher avec, pour chacun, des réflexions de départ différentes. Après avoir triomphé du joug communiste, la Pologne avait trouvé en l'Allemagne un avocat déclaré de son plein ancrage à l'Ouest. Elle recherchait en même temps un second allié qui l'aiderait à s'intégrer à l'Europe communautaire. Tandis qu'elle trouvait dans les Etats-Unis un allié essentiel pour entrer rapidement dans l'O.T.A.N., la Pologne comptait surtout sur l'Allemagne, son partenaire le plus important et sur la France pour rejoindre l'Union européenne. Sitôt intervenues la fin de la Guerre froide et la chute du régime communiste, l'Allemagne définissait l'élargissement à l'Est comme son objectif prioritaire en matière de politique européenne et soulignait très rapidement l'éminente importance que revêtait, à ses yeux, l'entrée de la Pologne dans l'Union européenne. En outre, l'Allemagne manifesta, dès le début, le fort désir d'associer la France, son partenaire le plus important en Europe, dans le développement

d'idées communes sur l'importance de l'élargissement de l'U.E. vers l'Est. La France éprouvait de son côté la nécessité de redéfinir les fondements des relations franco-allemandes dans le contexte de l'unification allemande, souvent perçue comme une atteinte relative à son propre statut en Europe. Dans le même temps, elle chercha à harmoniser les principes de sa politique européenne marquée notamment par l'affirmation de la nécessité d'avancer sur le terrain de l'intégration européenne, avec les intérêts stratégiques de l'Allemagne encline à la recherche générale d'un ordre nouveau pour l'ensemble du continent. C'est sur cette base qu'est né, chez les trois Etats partenaires, le souhait d'une convergence la plus large possible de leurs conceptions respectives et l'affirmation d'intérêts communs et ciblés en matière de politique européenne.

Cette évolution a caractérisé la première phase du „Triangle de Weimar“, de 1991 jusqu'à la conclusion du Traité d'Amsterdam et aux décisions du Conseil des ministres européen de Luxembourg les 12 et 13 décembre 1997 qui firent de la Pologne un candidat officiel à une adhésion à l'Union européenne; la seconde phase du „Triangle de Weimar“ pouvait commencer. La 10ème rencontre des ministres des Affaires étrangères du „Triangle de Weimar“ s'inscrit dans cette seconde phase dominée par la question de savoir de quelle manière les deux plus grands Etats-membres de l'Union européenne pourraient épauler le plus grand pays candidat parmi les pays d'Europe centrale et orientale, sur sa route vers une adhésion entière à l'Union européenne. A ce niveau, il faut mettre au point des conceptions politiques convergentes en matière de relations extérieures et de politique européenne et définir des objectifs de coopération concrets et réalisables. En témoignent les décisions et recommandations communes arrêtées par les ministres des Affaires étrangères au cours de la 8ème rencontre le 6 janvier 1999 à Paris:

- En plus des Ministres des Affaires Etrangères et de la Défense, d'autres ministres doivent rejoindre la plate-forme du Triangle de Weimar. Les ministres de l'Environnement, de l'Intérieur et des Transports sont, dans un premier temps, tous particulièrement invités à se consulter dans un cadre trilatéral. En outre, le 7 mai 1999, se déroulait, pour la deuxième fois (la première rencontre avait eu lieu au printemps 1998 à Poznan),

une rencontre au sommet des chefs d'Etat et de gouvernement du „Triangle de Weimar“, cette fois à Nancy.

- Les Ministres des Affaires étrangères ont suggéré aux maires de Berlin, Paris et Varsovie de mettre en place un jumelage trilatéral de leurs villes.
- Les Ministres des Affaires étrangères ont plaidé pour le renforcement de la coopération dans les domaines de l'aéronautique civile et de l'armement.
- L'extension de la coopération trilatérale entre les entreprises ou leurs dirigeants est fortement recommandée.
- Les manifestations culturelles trilatérales doivent être élargies et soutenues; on songe ici à un lien entre les échanges de jeunes et les échanges culturels par l'organisation d'un Festival afin d'initier un rapprochement de l'Office franco-allemand pour la Jeunesse et de l'Office germano-polonais pour la Jeunesse.
- Un centre universitaire trilatéral, ayant son siège à Varsovie, devra être mis en place en intégrant des institutions déjà existantes.
- La Pologne doit être de plus en plus impliquée dans le développement de la chaîne de télévision franco-allemande, „Arte“.

Parallèlement à l'élaboration de décisions et de recommandations concrètes, le „Triangle de Weimar“ s'est affirmé au cours des dernières années comme une plate-forme d'échange d'opinions et d'idées sur l'actualité de l'Union européenne, ainsi que sur les questions régionales à prendre en compte dans l'élaboration d'une politique extérieure et de sécurité commune de l'Union européenne. Il apparaît déjà qu'après la clôture des négociations d'adhésion à l'Union Européenne de la Pologne et les autres Etats d'Europe centrale et orientale, le „Triangle de Weimar“ conservera toute son utilité comme mécanisme trilatéral de coopération et de consultation. Dans la phase actuelle du „Triangle de Weimar“, les thématiques découlant des négociations d'adhésion à l'Union européenne se recoupent ainsi avec les perspectives d'une Union européenne élargie. Il n'existe pas encore de concept stratégique clairement défini pour l'avenir

de l'Union européenne. Le „Triangle de Weimar“ peut être une sorte de caisse de résonance pour de telles réflexions. Plusieurs éléments doivent dorénavant être pris en compte comme la stratégie sur le long terme et la perspective de développement de l'Union européenne, mais aussi, plus concrètement, les problèmes et réticences que pourrait susciter, d'une part l'élargissement de l'Union européenne et, d'autre part, les futurs rapports entre les pays du „Triangle de Weimar“ et les autres Etats-membres de l'U.E. Il convient de réfléchir dès aujourd'hui à la poursuite de la deuxième phase du „Triangle de Weimar“ sans attendre l'achèvement définitif des négociations sur l'élargissement de l'Union européenne.

Au cours des années quatre-vingt-dix, les différents problèmes posés au sein du „Triangle de Weimar“ n'ont pas manqué de retenir l'attention. Il fut sans cesse nécessaire de redéfinir les intérêts communs poursuivis et de préciser les „zones taboues“ dont on débat plus volontiers à deux qu'à trois. Il a toujours été important pour les acteurs du „Triangle de Weimar“ de considérer avec bon sens et mesure les réticences exprimées par les autres Etats partenaires membres de l'Union européenne ou par les Etats candidats. Le credo, confirmé par le Traité d'Amsterdam, est clair et net: il ne peut et ne saurait y avoir de géométrie variable dans la structure de l'intégration européenne, de réseaux ou de coalitions débordant le processus normal de la recherche de majorités dans le cadre de décisions relatives à l'avenir de l'Union européenne. L'arrivée dans l'Union européenne de pays aux traditions et aux conceptions spécifiques en matière de politique européenne, augmente le risque de voir des coalitions se former. Dans une certaine mesure, le „Triangle de Weimar“ ne revêt pas seulement un caractère exceptionnel pour le développement de l'U.E.. Il constitue également une mesure préventive: comme dans une Union européenne élargie, aucune coalition ne peut se former contre les trois Etats partenaires, la France, l'Allemagne et la Pologne, la coopération dans le cadre informel du „Triangle de Weimar“, contribue à empêcher la formation de coalitions au sein de la future U.E.. Le „Triangle de Weimar“ ne peut se légitimer convenablement, éviter les agacements et malentendus de la part des autres Etats-membres de l'Union européenne, qu'à la condition que ses buts et ses objectifs soient définis en complémentarité

avec le processus d'intégration européen. La fonction motrice des relations franco-germano-polonaises n'autorise pas les trois pays du „Triangle de Weimar“ à prétendre à l'exclusivité à l'encontre des autres partenaires et face aux processus décisionnels formels et informels au sein de l'Union européenne.

Au-delà de ce cadre théorique, il est nécessaire de tirer un bilan du fonctionnement du „Triangle de Weimar“ jusqu'à ce jour et de se demander comment les acteurs qui se sont manifestés jusqu'à présent ont su tirer profit des potentialités et perspectives de cette coopération tripartite. En outre, il faudra s'intéresser aux potentiels et missions de la première décennie du XXI^e siècle sans négliger les réticences possibles se manifestant dans chacun des trois Etats, entre les trois Etats et les pays déjà membres de l'Union européenne ou ceux qui aspirent à le devenir.

2. Le „Triangle de Weimar“ survivra-t-il à l'entrée de la Pologne dans l'U.E.?

Dans l'attente de l'adhésion de la Pologne à l'Union européenne, le „Triangle de Weimar“ s'est affirmé comme un instrument intelligent au service du processus de négociation en vue de l'élargissement. Durant les premières années du XXI^e siècle, le „Triangle de Weimar“ devrait continuer à donner des impulsions qui aideront la Pologne à entrer dans l'Union européenne. Sur le plan économique, deux rencontres d'entreprises se sont déroulées à Strasbourg au cours de l'été 1997, puis, sous le patronage de la Thuringe, à Cracovie, à l'automne 1998; ces deux initiatives, marquées par un haut niveau de communication, ont fait naître des activités et des projets prometteurs. Dans le domaine culturel, des rencontres à trois se sont déroulées; on peut citer le „Triolog“ entre écrivains français, allemands et polonais à Fribourg, du 12 au 15 mai 1998, et le colloque polono-germano-français, intitulé „Les voix de la coopération“, les 14 et 15 novembre 1998 à Cracovie. Les activités de ce genre, émanant des sociétés civiles des trois pays, doivent être encouragées et soutenues par les trois gouvernements.

Depuis sa naissance, le „Triangle de Weimar“ a toutefois été également confronté à des difficultés qui se manifestent globalement dans les différentes relations bilatérales, en particulier lorsqu'il s'agit d'envisager en commun l'avenir de l'Europe. Afin d'amortir, de manière constructive, les différences de perception, d'intérêt ou d'action, le „Triangle de Weimar“ doit s'inspirer des leçons et des succès acquis sur plusieurs décennies par la coopération franco-allemande - malgré des intérêts spécifiques différents, des divergences dans les situations de départ ainsi que dans les objectifs en matière de politique européenne. Cette coopération a engendré une dynamique décisive jouant un rôle moteur dans le processus d'intégration européenne, qu'il s'agisse de l'approfondissement de l'intégration politique ou de l'élargissement de l'Union européenne. Sur le chapitre des futures relations entre l'Union européenne et les pays d'Europe centrale qui se préparent à l'élargissement, cette force dynamique restera nécessaire si l'on souhaite poursuivre le processus d'intégration européenne de manière bien ciblée. Le „Triangle de Weimar“ qui, d'un Brest à l'autre, symbolise l'axe médian du continent européen, peut jouer un rôle utile.

Chacun des partenaires du „Triangle de Weimar“ incarne un des trois archétypes culturels du continent; les éléments latin, germanique et slave. Et ce même si cet aspect s'articule souvent plus fortement dans la perception que chacun a de l'autre et qu'il ne saurait constituer une catégorie pertinente lorsque les trois partenaires s'autodéfinissent. Cependant, il ne faut pas oublier que l'on se trouve en présence de méthodes différentes dans l'organisation de l'Etat ainsi que de la société, et donc dans les façons d'aborder les problématiques européennes. Il convient d'éveiller une compréhension constructive, réciproque et mutuelle, et de tout mettre en œuvre pour que se dégage une orientation commune en matière de politique européenne. L'action politique future sera largement déterminée par les modifications qui vont s'opérer au sein du "Triangle de Weimar" une fois que la Pologne aura intégré l'Union européenne:

- Quel sera l'intérêt de chacun des trois pays à poursuivre ce partenariat? Comment définir un intérêt commun? Sera-t-il possible de réduire les difficultés potentielles nées des divergences d'intérêts entre un ou/et

plusieurs des trois partenaires, sans exclure d'autres considérations relatives au cadre plus large de l'Union européenne?

- La France veut-elle, et peut-elle, continuer à faire de l'Allemagne son partenaire européen numéro un et surmonter, avec elle et de façon constructive, les conséquences de l'élargissement de l'U.E. à l'Est? La France trouvera-t-elle un équilibre adéquat entre l'importance reconnue, y compris en France, de l'élargissement à l'Est, et le vif intérêt qu'elle manifeste pour le renforcement de la politique méditerranéenne de l'Union européenne? Quelles marges de manœuvre en découle-t-il dans des secteurs où, à l'instar de la politique agricole, la France affirme très nettement ses intérêts nationaux?
- L'Allemagne veut-elle, va-t-elle, doit-elle continuer à affirmer l'importance du moteur franco-allemand? Pourra-t-elle maintenir la signification originelle de ce dernier en voulant faire du „Triangle de Weimar“ un nouveau moteur, porteur d'avenir, au service de la future action politique européenne? Ou bien l'Allemagne préférera-t-elle élargir la coopération franco-allemande au partenaire britannique, en renonçant à faire du „Triangle de Weimar“ un moteur de la politique européenne? Ou bien l'Allemagne sera-t-elle tentée de sacrifier son statut de pays moteur de la politique européenne sur l'autel de considérations politiques internes, axées sur des considérations de coûts et profits, en admettant que le plus grand Etat membre peut, dans le fond, tout à fait se suffire à lui-même. L'Allemagne se permettra-t-elle de provincialiser sa politique européenne?
- La Pologne sera-t-elle, après son adhésion, considérée par l'Allemagne et par la France, comme un partenaire pertinent? Saura-t-elle s'imposer dans le cercle des futurs Etats membres comme l'acteur principal et assumer la fonction de porte-parole de ces pays au sein de l'Union européenne? La Pologne met-elle en œuvre, en matière de politique européenne, de grandes idées créatives et constructives? Essaie-t-elle de développer une culture du débat politique interne qui ne définit pas l'Union européenne uniquement comme un instrument de soutien financier et politique au processus de transformation de la Pologne? La

Pologne articule-t-elle, de manière originale, ses propres visions en matière de politique européenne, en tenant compte des expériences et des succès avérés de l'intégration européenne dont elle a été exclue dès le début?

Toutes ces questions ne sont pas sans implications et justifient que le „Triangle de Weimar“ redéfinisse, dès aujourd'hui, c'est-à-dire avant l'achèvement des négociations d'adhésion entre l'Union européenne et la Pologne, ses objectifs et ses orientations tout en leur donnant une dynamique empêchant que le „Triangle de Weimar“ ne se vide de son contenu et ne perde finalement toute raison d'exister. Cela suppose que l'on débattre ouvertement des problèmes à long terme qui attendent l'Union européenne ainsi que des possibilités de définir des intérêts communs et d'envisager des positions communes. Ces deux axes ne doivent pas rester tabous et être exclus du débat en vertu d'une courtoisie mal comprise ou simplement parce que, jusqu'à l'achèvement de la deuxième phase du „Triangle de Weimar“, la France et l'Allemagne d'un côté, la Pologne de l'autre, considèrent leur dialogue comme celui de deux pays qui sont „dedans“ avec un autre qui est „dehors“, si bien que toute discussion relative à une vision commune de l'avenir de l'Union européenne n'est actuellement ni possible ni souhaitable. Dès aujourd'hui, en plein milieu de cette deuxième phase, il est absolument indispensable que les conceptions des partenaires impliqués changent radicalement, comme si la Pologne était déjà membre de l'Union européenne. Les partenaires du „Triangle de Weimar“ doivent dès maintenant débattre ensemble de l'évolution et des finalités de la politique européenne.

Les expériences acquises jusqu'à ce jour pendant les années quatre-vingt-dix permettent de considérer le „Triangle de Weimar“ comme une enveloppe pouvant, selon le moment, accueillir différents contenus, pour le bien des trois partenaires impliqués et celui du processus de négociation et d'intégration dans son ensemble. Aussi faut-il discuter, sans attendre, des thèmes centraux de la politique européenne dans le cadre du „Triangle de Weimar“. Il faut essayer de s'entendre sur l'analyse de la situation et sur le développement de stratégies qui dépassent le bilatéralisme et vont au-delà des questions internes de chacun des trois Etats partenaires. L'objectif

global doit porter sur les perspectives de l'Union européenne. Le „Triangle de Weimar“ doit agir dès aujourd'hui comme si la Pologne était déjà membre de l'Union européenne.

3. Potentiels et missions à venir du „Triangle de Weimar“

Le „Triangle de Weimar“ doit mettre en route des processus de discussion qui permettent à la France, l'Allemagne et la Pologne, d'œuvrer en commun pour l'avenir de l'Union européenne. Il faut que les trois pays confèrent au processus d'intégration européenne, au-delà de l'ordre du jour des dix prochaines années, dynamisme, orientation et profondeur. Pour cela, il faut formuler des visions d'avenir laissant entrevoir des perspectives et indiquant la voie à suivre et mener une réflexion pragmatique sur les moyens permettant de concrétiser les objectifs définis.

1) Encouragement à la définition d'idéaux politico-européens communs

Le plus grand défi à relever par la Pologne, futur membre de l'Union européenne, est de définir puis de réaliser concrètement la politique qu'elle aura choisie au sein de l'Union européenne. Certains pays, au sein de l'actuelle Union européenne, ne cherchent pas à mener leur propre politique européenne. Ils se contentent plutôt d'axer leur action sur des orientations, décidées sur la base d'un consensus général. Il en ira de même à l'avenir pour quelques-uns des nouveaux membres de l'U.E. Déjà, au sein de l'Union européenne dans sa configuration actuelle, il y a des Etats-membres dont les partenaires attendent – et, compte tenu des potentialités de ces Etats, exigent – une politique européenne autonome et constructive et, du fait des potentiels de ces Etats-membres, ils sont même en droit de l'exiger. Cette perception des choses, qui, sans nul doute, s'applique à la France et à l'Allemagne, vaudra aussi, à l'avenir, pour la Pologne. Pour cette dernière, cela implique un renversement radical de sa réflexion car, jusqu'à présent, les débats polonais en matière de politique européenne portaient essentiellement sur l'adhésion à l'Union européenne et pas au-

delà. Mais l'adhésion à l'Union européenne va devenir réalité, plus vite que l'on ne le suppose aujourd'hui en Pologne. Une réalité qui contraindra la Pologne à revoir sa conception de la politique européenne ainsi que son argumentation.

La Pologne doit très clairement débattre du rapport entre identité nationale et intégration européenne. Le pays devra lui-même tirer les conclusions de la connaissance qu'il a de lui-même. La Pologne devrait manifester sans ambiguïté sa préférence pour une Europe prenant la forme d'un concert des puissances ou bien le modèle d'une fédération d'Etats-nations impliquant une intégration politique renforcée. Tout dépendra aussi du modèle qu'adoptera l'Europe. Dans les faits, la Pologne s'oriente vers une politique autonome au sein de l'Union européenne et elle peut partir du principe que ses futurs partenaires de l'U.E. attendront d'elle qu'elle honore cette revendication.

Cela dépendra tout particulièrement de l'aptitude des institutions sociales et politiques de la Pologne à assumer l'adhésion à l'U.E.. Actuellement, les institutions étatiques, les formations politiques et les groupes sociaux sont, pour l'essentiel, conditionnés pour faire avancer le processus d'adhésion à l'Union européenne. Mais l'aptitude à entrer dans l'Union européenne ne recoupe pas celle à en être membre et à agir en tant que tel. La première requiert de remplir les critères formels de l'*acquis communautaire* et ceux définis par l'Union européenne à Copenhague. La seconde exige une évolution mentale, intellectuelle, des organisations sociales, des formations politiques et des institutions officielles polonaises ainsi que des programmes et des stratégies mis en oeuvre. Il importe avant tout de renforcer l'aptitude des partis politiques polonais à l'adhésion et leur capacité à formuler plus précisément les futurs intérêts du pays au sein de l'Union européenne, mais aussi le modèle européen qu'ils défendront en tant que membre de l'Union européenne. Si, à terme, l'Union européenne doit tendre vers plus d'intégration politique, il faut qu'émerge, à l'échelle européenne, un espace politique public.

L'actuel Parlement européen en constitue un germe dont le développement suppose une politique des partis plus marquée. Les intérêts et les grands

idéaux en matière de politique européenne doivent de plus en plus être définis politiquement afin que se forme une opinion publique européenne à caractère politique qui prenne part au débat politique autour de l'Europe. Pour les partis politiques polonais, cette question se posera pour la première fois après l'adhésion de la Pologne à l'Union européenne, lorsqu'ils participeront à leurs premières élections législatives européennes. En l'état actuel des choses, cela pourrait se produire au plus tôt en 2004, lors des législatives européennes, au plus tard en 2009. Les partis polonais doivent donc décider à quel groupe politique ils adhéreront après leur entrée au Parlement européen. Au-delà des considérations statutaires, cette question pose aussi celle du modèle européen défendu par les différents partis politiques polonais. Dès aujourd'hui, il est temps d'encourager, au sein du „Triangle de Weimar“, la collaboration entre partis politiques, et, de façon plus générale, entre tous les partenaires possibles et imaginables au sein de l'Union européenne. Rencontres, discussions des programmes et naissance de réseaux entre formations politiques sont une clé centrale dans la formation d'une opinion publique politisée au sein de l'Union européenne. En Pologne, les discussions sur les implications et nécessités institutionnelles pour la poursuite du développement d'une union politique n'en sont dans le meilleur des cas qu'à leurs débuts. Mais il est par exemple indispensable de songer, dès aujourd'hui, aux effets des futures „listes européennes“, aux têtes de liste commune pour les élections de 2004, indépendamment du choix des candidats dans les circonscriptions de chacun des pays.

Les partis polonais n'auront d'autre choix que de rallier les grandes formations politiques européennes déjà existantes. Mais ceci implique avant tout une discussion renforcée sur les programmes et les orientations de la politique européenne au sein des partis polonais et des forces dynamiques de la société. Au-delà des partis, les églises et les syndicats sont tout particulièrement interpellés. Un rôle essentiel revient également aux organismes de l'Education et aux médias qui jusqu'à présent ne traitent qu'insuffisamment les thèmes évoqués et ne se penchent pas assez sur les questions qui se poseront une fois l'adhésion de la Pologne à l'Union européenne accomplie. Dans le même temps, il se présente là une chance

d'approfondir cette réflexion, en accord avec les partenaires du „Triangle de Weimar“ ou dans un cadre plus large.

2) Poursuite du développement en commun des réformes institutionnelles et politiques dans l'U.E.

La France et l'Allemagne ont un vif intérêt à poursuivre les expériences accumulées durant cinquante ans d'intégration européenne en y associant les nouveaux partenaires d'Europe centrale et orientale de manière à ce que s'instaurent, à la longue, au sein d'une Union européenne élargie, une réflexion et une action convergentes. La poursuite de la politique européenne n'est envisageable que si les institutions et les débats de société dans les futurs Etats membres, acquièrent et approfondissent, en plus de l'aptitude à entrer dans l'Union, celle à en être membre. Cela dépend tout d'abord des conditions de l'adhésion et d'une claire définition des obligations qui en découlent. Dans le contexte des négociations d'adhésion actuellement en cours entre la Pologne et l'Union européenne, se pose la question cruciale de l'évolution future de la politique agricole ainsi que de la „politique intérieure“ de l'Union européenne, en particulier les aspects relatifs à l'espace juridique européen, la liberté de circulation et la protection des frontières extérieures de l'U.E.. Il n'est possible d'esquisser ici, à titre d'exemple, que quelques principes:

- L'adhésion de la Pologne à l'Union européenne ne saurait servir d'alibi à un blocage de la réforme de la politique agricole commune au sein de l'U.E.. Elle devrait au contraire la motiver afin d'empêcher que ne se constitue une sorte d'„Europe à deux vitesses“ qui ne serait pas disposée à intégrer l'agriculture de la Pologne et des futurs Etats-membres, en raison de leurs propres insuffisances, dans le dispositif de la P.A.C..
- L'adhésion à l'Union européenne de la Pologne et des autres pays candidats va entraîner une évolution conséquente de la politique commune à propos de la protection des frontières extérieures de l'U.E.. Sur ce point, les futures frontières orientales de l'U.E. ne sauraient devenir de nouveaux murs dressés contre les régions situées au-delà. En Pologne, on a pris note, avec préoccupation et parfois avec surprise, de

ce que la politique occidentale paraissait, au cours des années quatre-vingt-dix, trop fixée sur la Russie. A la fin des années quatre-vingt-dix, ces relations ainsi que l'appréciation de ces dernières se sont modifiées. Depuis, la Pologne redoute surtout que les Etats-membres de l'Union européenne ne soient pas assez attentifs à l'évolution de la Russie, de l'Ukraine et du Bélarus. L'un des apports constructifs et souhaitables du „Triangle de Weimar“ serait que la Pologne devienne, à l'égard de la Russie, l'Ukraine et du Bélarus, le moteur d'une nouvelle „Ostpolitik“ tournée vers l'avenir. Une telle approche implique aussi que l'Allemagne et la France soient associées au développement d'une nouvelle pensée commune en matière d'Ostpolitik. Ce serait un progrès historique si la France, l'Allemagne et la Pologne ne se laissaient, dans leur politique vis-à-vis de la Russie, ni diviser, ni ramener à un plus petit dénominateur commun qui consisterait à ne plus compter avec la Russie.

3) Equilibre entre intérêts de politique intérieure et revendications de politique européenne dans le processus d'élargissement de l'U.E.

La réforme des institutions de l'Union européenne visent à mettre cette dernière en situation d'être prochainement élargie. Il serait souhaitable et utile que, dès aujourd'hui, la Pologne contribue au débat en cours dans le cadre de la conférence intergouvernementale. Il convient en effet de favoriser, entre les futurs partenaires de l'U.E., une réflexion convergente dans le chapitre institutionnel. Il ne suffit pas que, dans la perspective de l'élargissement, les uns et les autres ne débattent que des questions de financement (qui doit verser quelles contributions, et pour quoi?) ou d'énumérer bêtement les efforts d'adaptation exigés de la Pologne par l'acquis communautaire. Dans ce cadre, il est nécessaire de procéder à une définition réaliste des limites de la reprise de cet acquis et d'augmenter sensiblement les moyens mis à disposition, avant et après leur adhésion, des nouveaux Etats-membres dans leur processus d'intégration dans l'U.E.. Globalement, la Pologne admet devoir se conformer au degré atteint par l'Union européenne en matière d'intégration. Mais, dans certains domaines (la protection de l'environnement par exemple), elle ne se voit pas en

mesure de se plier rapidement à la réglementation dictée par l'U.E.. Les délais de transition nécessaires ne devront pas pour autant retarder dans le temps l'élargissement de l'U.E. à la Pologne, un objectif qu'il est réaliste d'envisager pour l'année 2003.

Il est nécessaire de se pencher sérieusement et sans tabou sur les questions pouvant entraîner, de part et d'autre de la frontière, des réactions émotionnelles. Ceci vaut surtout pour les questions touchant à la libre circulation des travailleurs dont les membres de l'Union Européenne comme les pays candidats, ont une approche plutôt dogmatique. Il existe peu d'enquêtes fiables sur les impacts réels de l'intégration de la Pologne dans l'Union, sur la mobilité des personnes. Il semble que les personnes resteront dans leur pays d'origine si le développement économique de la Pologne se maintient de façon positive. Comme l'adhésion à l'Union européenne constitue déjà une mesure qui accélérera l'évolution économique et sociale, l'entrée dans l'U.E. ne devrait pas déclencher en Pologne une pression migratrice forte et, à juste titre, inquiétante, sur les pays membres occidentaux, surtout l'Allemagne. En Pologne, on est particulièrement sensible à la question du droit d'établissement des citoyens U.E. qu'il faudra garantir après l'adhésion à l'U.E.. Comme pour la libre circulation des travailleurs polonais dans les Etats membres de l'U.E. on ne doit pas en arriver à des conséquences politiques exagérées qui entraveraient alors le rapprochement des pays à l'intérieur ou à l'extérieur de l'U.E.. La politique ne saurait capituler devant des opinions chauffées à tort. Ceci vaut autant pour la Pologne que pour l'Allemagne et la France.

Dans le cadre du „Triangle de Weimar“, il serait, en outre, utile d'aborder les deux aspects de la question migratoire et d'initier des enquêtes fiables. Il s'agit de soit se préoccuper en commun de la crainte polonaise face à une migration possible en provenance de l'Ukraine, du Bélarus et de la Russie, soit à destination de la Pologne ou de l'Allemagne et de la France en passant par la Pologne. L'adhésion de la Pologne va entraîner l'application des dispositions de l'accord de Schengen; les frontières orientales de la Pologne auront désormais le statut de frontière extérieure commune de l'U.E.. La volonté de principe de la Pologne de laisser les futures frontières extérieures de l'U.E. aussi ouvertes que possible aux voisins orientaux,

peut faire naître des divergences d'intérêt entre la Pologne et les pays occidentaux de l'U.E.. Dans le cadre du „Triangle de Weimar“, on devrait s'efforcer de réaffirmer que c'est dans l'intérêt européen commun que la Pologne devrait faire prendre conscience de la raison pour laquelle la Pologne poursuit, vis-à-vis des Etats de l'Est, ses voisins, une politique frontalière plutôt axée sur l'ouverture et la rencontre.

Le „Triangle de Weimar“ devrait permettre de trouver un équilibre constructif entre le principe de l'ouverture des frontières et les craintes internes et politiques, surtout en Allemagne et en France, suscitées par l'arrivée de nouveaux partenaires dans l'U.E. et contribuer à une meilleure compréhension des positions respectives.

4) Contributions substantielles apportées à la Politique extérieure et de sécurité de l'U.E.

Le „Triangle de Weimar“ ne peut se limiter à se concevoir lui-même comme l'émanation d'un concept peu ambitieux qui reviendrait à déterminer l'avenir des relations franco-germano-polonaises au sein de l'Union européenne uniquement à partir de la consolidation des sociétés civiles et de leurs interactions réciproques. La signification à venir du „Triangle de Weimar“ dépendra à l'avenir – surtout après l'adhésion, imminente, de la Pologne à l'U.E. – de la cohésion entre les trois partenaires dans l'élaboration d'une politique extérieure et de sécurité commune. En raison des différences de statut dont jouissent, au sein de l'O.T.A.N., la France d'une part, l'Allemagne et la Pologne d'autre part, ce sujet est une source plausible de difficultés et de divergences. Depuis la chute du régime communiste et la fin de la guerre froide, la Pologne n'a cessé d'affirmer sa volonté d'obtenir, au sein de l'O.T.A.N., un statut identique à celui de l'Allemagne. En adhérant à l'O.T.A.N., en avril 1999, la Pologne a atteint cet objectif stratégique. Consécutivement à la réunification allemande, l'Allemagne n'a pas eu à modifier son statut au sein de l'O.T.A.N. et se trouve donc dans la même situation statutaire que la Pologne. Pour la France, ceci ne vaut que jusqu'à un certain point. La volonté réaffirmée par la France, après la fin de la guerre froide, de réintégrer les structures de l'Alliance de l'Atlantique Nord n'a pas, contrairement aux premières

attentes et espérances de la part des autres partenaires – y compris de la part des Etats-Unis d'Amérique – produit de résultats très satisfaisants. Le statut des trois pays au sein du Traité de l'Atlantique Nord reste donc différent.

Il est d'autant plus indispensable et rationnel de porter un regard d'ensemble dans le cadre du „Triangle de Weimar“, sur toute la gamme des définitions d'intérêt en matière de Politique extérieure et de sécurité et d'y réfléchir de manière à donner une véritable substance à cette pratique dont la nécessité s'impose de façon urgente. Au-delà des figures de style rhétoriques, ceci doit absolument conduire à des formes et contenus concrets. Ici, se pose la question d'une adhésion future de la Pologne à l'U.E.O., qui découle logiquement de l'adhésion de la Pologne à l'Union européenne et serait sans nul doute saluée autant par l'Allemagne que par la France. Le processus engagé lors du sommet franco-britannique à Saint-Malo marquant l'inclination de la Grande-Bretagne à participer plus activement à la recherche de fondements pour une Politique extérieure et de sécurité commune de l'U.E., a eu des effets bénéfiques. L'évolution à long terme des relations entre l'U.E. et l'O.T.A.N., ou encore entre l'U.E. et les Etats-Unis d'Amérique, constitue le point décisif. Il est indispensable d'aboutir à une stratégie convergente et d'éviter des structures superflues. En même temps, il faut bien admettre que les capacités stratégiques et militaires des Européens (satellites, systèmes d'armement, etc...) continuent à être parfaitement insuffisantes.

On ne saurait perdre de vue que la guerre au Kosovo a marqué, pour les Etats membres et futurs Etats-membres de l'Union européenne, une césure. On constate, entre les Etats européens, une convergence croissante sur la nécessité de définir puis de poursuivre, avec conséquence, des stratégies et des perspectives d'action communes de Politique extérieure et de sécurité commune de l'U.E.. Jamais depuis sa création en 1949, l'alliance occidentale n'avait encore été mise au défi (aussi bien comme communauté de valeurs que comme alliance militaire) de faire ses preuves comme elle l'a été par l'intervention raciste et agressive des dirigeants serbes contre les Albanais du Kosovo. Les leçons tirées de la guerre au Kosovo servent de base au processus d'élaboration d'une Politique extérieure et de sécurité

commune plus conséquente et plus cohérente. Les trois partenaires du „Triangle de Weimar“ ont une responsabilité particulière et disposent d'un instrument intelligent afin de développer une réflexion stratégique et politique commune, et pour la faire avancer, dans l'intérêt de la future politique extérieure et de sécurité commune de l'Union européenne.

L'avenir du „Triangle de Weimar“ dépendra de l'évolution future de la politique extérieure et de sécurité commune. Si la coopération franco-britannique amorcée lors du sommet de Saint-Malo devait s'étendre à l'Allemagne, alors surgiraient des questions qui auraient des effets sur le „Triangle de Weimar“. Les trois grandes puissances de l'Union européenne (la France, la Grande-Bretagne et l'Allemagne) vont-elles vraiment créer une véritable alliance à laquelle viendraient s'associer d'autres Etats? En restera-t-on au concert bilatéral ou trilatéral des puissances (augmenté des U.S.A. et de la Russie dans le Groupe de contact), ou bien l'impulsion donnée par Saint-Malo donnera-t-elle naissance au noyau d'une intégration paneuropéenne en matière de Politique extérieure et de sécurité commune? La première hypothèse entraînerait une orientation plus fortement axée sur une alliance interétatique. La seconde, privilégiée par l'Allemagne, appuyée par la Pologne et déclarée comme objectif par la France, devrait avoir surtout, comme ultime conséquence, des effets sur la politique nucléaire. Si la Pologne, et d'autres Etats, ne sont pas impliqués dans l'élaboration d'une Politique extérieure et de sécurité commune plus marquée, alors, ils n'auront pas d'autre choix que de s'orienter plus étroitement en fonction des U.S.A.. De ce fait, ils s'exposeraient au reproche de préférer, à une identité fondée sur une Politique extérieure et de sécurité européenne, le maintien, en matière de politique militaire et de sécurité, de la „dépendance“ vis-à-vis des U.S.A.. Il incombe donc aux Etats européens eux-mêmes de voir s'ils veulent et peuvent élaborer une identité qui leur soit propre, tout en continuant de reconnaître aux Etats-Unis – c'est en tout cas souhaitable – un statut de puissance européenne.

La clé de ce processus – élaboration d'une Politique extérieure et de sécurité commune d'un côté, attachement aux relations transatlantiques qui ont fait leurs preuves d'un autre côté – réside dans la mise en place d'un cadre institutionnel consistant et cohérent. Les questions institutionnelles

au sein de l'Union européenne et les efforts déployés par celle-ci afin de mener une Politique extérieure et de sécurité commune, sont au centre de nombreux débats dans les trois pays du „Triangle de Weimar“. Toutefois, la définition des objectifs stratégiques ainsi que la conception des relations institutionnelles entre l'U.E. et l'O.T.A.N., ou encore entre l'U.E./U.E.O. et l'O.T.A.N., font l'objet d'interprétations divers et sont plus ou moins accentuées. Le débat autour des institutions ne doit pas servir d'alibi qui empêcherait les Européens de mener un débat de fond sur les finalités, les stratégies et les instruments de la Politique extérieure et de sécurité commune avec moins de précision. L'Union européenne se doit de réagir au reproche qui lui est fait d'être encline, voire de se complaire, à débattre de questions institutionnelles plutôt que d'évoquer des contenus et des stratégies. L'élaboration d'une culture du dialogue en matière de politique extérieure et de sécurité dans le cadre du „Triangle de Weimar“, rendue possible par les consultations régulières entre les ministres de la Défense du „Triangle de Weimar“, ne doit ni se limiter aux questions institutionnelles, ni dissimuler le manque de volonté d'agir en commun derrière le pathos des discussions de fond.

Dans le cadre du „Triangle de Weimar“ règne visiblement un consensus sur l'estimation des effets bénéfiques et durables du processus en cours. Les divergences d'intérêt, surtout entre la France, la Grande-Bretagne et l'Allemagne à propos des différentes politiques nationales et des approches politiques multilatérales de l'Union européenne face à la Yougoslavie en déliquescence, ont pu être surmontées grâce à la création du Groupe de contact. Le „Triangle de Weimar“, censé impulser la mise en place d'une politique extérieure et de sécurité commune plus substantielle, devra apporter une réponse au manque de consistance résultant du fait que la Pologne ne fait pas partie du Groupe de contact. On voit que c'est autour du débat sur la politique extérieure et la sécurité commune que s'articule l'avenir du „Triangle de Weimar“.

5) Utilité des sociétés civiles dans le processus d'activité constituante pour l'U.E.

Le débat autour de l'état et du caractère constitutionnels de l'Union européenne ainsi que la question adjacente de la finalité politique, continuera, bien au-delà de la première décennie du XXI^e siècle, d'interroger l'Union européenne. Dans le cadre de la coopération franco-germano-polonaise, il est indispensable que:

- a) Les trois partenaires du „Triangle de Weimar“ donnent des impulsions au nécessaire débat constitutionnel de l'Union européenne afin de conférer au processus constituant un regain de dynamisme et une orientation cohérente. Ceci vaut surtout dans le processus d'élaboration d'une Charte des droits fondamentaux de l'U.E. et de la redéfinition des compétences dans le système gouvernemental européen multipartite (communes, régions, Etats nationaux, Union européenne)
- b) Conscients de la vive sensibilité inhérente à ce sujet et du risque de malentendus dans les pays respectifs, les trois partenaires du „Triangle de Weimar“ ne présument pas de leurs forces. Ceci est surtout valable pour les inquiétudes polonaises de voir se plaquer d'office sur la Pologne, nouveau partenaire de l'U.E., les visions allemandes d'une Europe fédérale. Ceci vaut également pour les craintes françaises de voir les conceptions fédéralistes de l'intégration européenne, considérées pendant des années comme autant de provocations, renaître à la faveur des retombées inhérentes au processus d'intégration européenne au début du XXI^e siècle. Il n'est pas sûr que les Allemands, de leur côté, soient encore indéfectiblement attachés à l'idée d'une Europe fédérée, et que la Pologne ainsi que les autres candidats à l'adhésion entreprennent des efforts suffisants pour réfléchir sérieusement à la qualité politique de l'Union européenne et l'intégrer dans leurs débats politiques et publiques.

Il serait malheureux de réduire le processus d'intégration européenne à l'édification d'un marché unique, ou bien, en raison de l'élargissement à

l'Est, de retourner à une pensée et à une démarche intergouvernementales. Même si les anciens et les nouveaux partenaires au sein de l'Union européenne doivent se garder de présumer de leurs forces, il est cependant indispensable que le débat de principe sur la tradition et la finalité politiques de l'Union européenne soit intégré dans les relations du „Triangle de Weimar“, au même titre que celui portant sur les racines spirituelles et les valeurs de l'Union européenne dont on trouve une amorce de définition dans le préambule des Traités de Rome, puis, en complément, dans le Traité d'Amsterdam. Ces deux éléments du débat ont été reconnus essentiels dans le processus d'intégration européenne.

Il incombe au „Triangle de Weimar“ de faire avancer, avec autant de prévoyance que de circonspection, le débat sur l'identité européenne et sur l'élaboration d'une Constitution européenne. Sur le plan pratique, il serait tout à fait indiqué de mettre en place un groupe d'études scientifique et politique qui se pencherait sur la question de la future Constitution de l'Europe; ces réflexions réuniraient, outre des représentants des trois pays, des spécialistes des autres Etats membres ou candidats. „Penser l'Europe“: c'est là que le „Triangle de Weimar“ doit apporter une contribution substantielle qui justifiera son existence à long terme. A condition d'associer, aussi largement que possible les milieux intellectuels et universitaires, mais également les partis, les églises, les syndicats, les médias, les fondations et les organismes d'éducation dont les ressources n'ont pas encore été épuisées. Dans les efforts de réflexion sur les déficits constitutifs de l'intégration européenne et dans ceux déployés pour développer une identité européenne qui tienne compte des intérêts particuliers et admette la multiplicité et la diversité des nations, la société civile, les milieux économiques peuvent, en s'appuyant sur les technologies innovatives, assurer un rôle de pionnier.

Le „Triangle de Weimar“ doit contribuer à faire converger les efforts entrepris afin d'établir, dans l'intérêt de tous, un dialogue avec les zones et civilisations avoisinantes, au-delà de la future frontière de l'Union européenne, en animant ce dialogue par des réflexions d'ordre stratégique et intellectuel, ainsi que par des projets concrets et des actions s'inscrivant dans la durée. Ceci s'applique aux relations entre l'Europe et la Russie, au

dialogue euro-méditerranéen et aux relations transatlantiques. En raison des relations spécifiques entre les partenaires du „Triangle du Weimar“, des contributions individuelles et des situations de départ de chacun des trois Etats, il peut se développer un dialogue particulièrement fructueux avec les zones et les civilisations au-delà de la future frontière de l'Union européenne.

Le futur projet de centre universitaire trilatéral ayant son siège principal à Varsovie, peut y contribuer utilement à condition que sa conception et les principes le régissant dépassent, dès le départ, le stade de réflexions internes sur la relation trilatérale et son rôle en Europe et se soucient plutôt des défis globaux auxquels l'Union européenne sera confrontée au XXI^e siècle.

4. Pour un Traité franco-germano-polonais de partenariat et de coopération

Dans la perspective des réflexions évoquées dans cette esquisse, il serait utile de lancer un débat public sur la question de savoir si, et de quelle manière, le Traité de coopération franco-allemand du 22 janvier 1963 (le Traité de l'Elysée) qui a fait ses preuves, peut être élargi, à l'occasion de son quarantième anniversaire – c'est-à-dire en 2003 – par un Traité de coopération franco-germano-polonais de partenariat et de coopération. De cette manière, le projet de Konrad Adenauer et du général de Gaulle, les pères fondateurs de l'amitié franco-allemande, pourrait être utilement revivifiée pour le bien de la nouvelle phase du processus de l'intégration européenne. L'entrée dans l'Union européenne des premiers Etats postcommunistes d'Europe centrale et orientale, inaugurerait cette troisième phase – évoquée plus haut – de l'intégration européenne ainsi que du „Triangle de Weimar“. Les réticences à l'égard d'un éventuel traité franco-germano-polonais de partenariat et de coopération ne doivent pas être ignorées; elles résultent des inquiétudes des autres partenaires de l'Union européenne, non impliqués, et du scepticisme de ceux qui se laissent moins convaincre par la rhétorique formelle d'un traité que par des actes concrets de coopération politique et entre les sociétés.

Trójkąt Weimarski

Tandis que les deux derniers points évoqués ne doivent pas forcément s'exclure l'un l'autre, la relation du „Triangle de Weimar“ avec les autres partenaires au sein de l'Union européenne – actuelle ou future – nécessite d'être précisée. Il convient d'exprimer clairement le fait que le „Triangle de Weimar“ ne revendique aucun droit d'exclusivité. La France, la Pologne et l'Allemagne, ne doivent pas donner l'impression de dominer les activités de réflexion européenne et les processus politiques de décision, aux dépens de la recherche d'une évolution globale et organique de l'Union européenne; elles ne doivent pas chercher à anticiper en formant des quasi-coalitions. Les trois pays doivent manifester leur volonté d'apporter, ensemble, une contribution spécifique au processus d'intégration européenne dont ils constitueraient un moteur. En contribuant à la réalisation et au succès de ces idées fondamentales, le „Triangle de Weimar“ prouvera l'utilité de son existence au cours des dix prochaines années.

Traduction: Nathalie Jouan

Das Weimarer Dreieck.

Die französisch-deutsch-polnischen Beziehungen als ein Motor der europäischen Integration

1. Bestandsaufnahme

Nach dem Zerfall der kommunistischen Regimes und der Überwindung des Staatensystems, wie es der Kalte Krieg hervorgebracht hatte, entwickelten sich unterschiedliche konzeptionelle und praktische Ansätze, um der Neuordnung Europas neue Gestalt und ein zukunftsfähiges Profil zu verleihen. Zu den innovativen Ansätzen, die zu Beginn der neunziger Jahre Konturen annahmen, gehört die Konzeption des „Weimarer Dreiecks“, das mit einem Außenministertreffen am 28. August 1991 in Weimar durch die damaligen Außenminister Roland Dumas (Frankreich), Hans-Dietrich Genscher (Deutschland) und Krzysztof Skubiszewski (Polen) initiiert wurde. Weitere Außenministertreffen folgten: am 23./24. April 1992 in Bergerac, am 11./12. November 1993 in Warschau, am 14./15. September 1994 in Bamberg, am 26. Oktober 1995 in Paris, am 19. Dezember 1996 in Warschau, am 19. November 1997 in Frankfurt/Oder, am 6. Januar 1999 in Paris und am 30. August 1999 in Weimar und zum 10. Mal am 07. Juni 2000 in Krakau. Dies ist Anlaß zu Bestandsaufnahme und Ausblick in bezug auf Idee und Potential des „Weimarer Dreiecks“.

Ausgangspunkt der Idee des „Weimarer Dreiecks“ war die Erkenntnis, daß es ebenso notwendig wie möglich sei, gemeinsame Grundinteressen zwischen Frankreich, Deutschland und Polen in bezug auf die Zukunft der Entwicklung Europas zu identifizieren. Zugleich sollte eine Gesprächskultur entwickelt werden, die unterschiedliche Ausgangslagen anerkennt und nicht immer konvergierende europapolitische Zielvorstellungen respektiert, ohne die Chance zur Stärkung der französisch-deutsch-polnischen Beziehungen als einem künftigen Motor der europäischen Integration zu vermindern. Unterdessen ist ein dichter Konsultationsprozeß und ein hohes Maß an Gesprächskultur in den

französisch-deutsch-polnischen Beziehungen entstanden. Beides dient dem wechselseitigen Verständnis und der vertieften Weiterentwicklung gemeinsamer europapolitischer Vorstellungen. Dazu gehört der intensive Austausch über strategische und grundsätzliche Fragestellungen ebenso wie die Suche nach praktisch relevanten Vorhaben, um die französisch-deutsch-polnischen Beziehungen als Motor der europäischen Integration nutzbringend zu stärken, ohne einen Anspruch auf Exklusivität im Verhältnis zu den anderen Partnerstaaten der Europäischen Union zu erheben.

Zu Beginn der neunziger Jahre strebten die drei Partnerländer durchaus mit unterschiedlichen Ausgangsüberlegungen aufeinander zu. Polen hatte nach der Überwindung der kommunistischen Herrschaft in Deutschland einen erklärten Fürsprecher für sein Ziel der vollen Westbindung gefunden. Zugleich suchte das Land einen zweiten Verbündeten für die Realisierung seines Ziels der europäischen Integration. Während es in den Vereinigten Staaten einen Verbündeten für das Ziel der raschen NATO-Mitgliedschaft finden konnte, richtete Polen seine Hoffnungen in Bezug auf die angestrebte Integration in die Europäische Union darauf, mit Frankreich den wichtigsten deutschen Partner im europäischen Integrationsprozeß für das Ziel der polnischen Europaintegration zu gewinnen. Deutschland definierte alsbald nach Überwindung des Kalten Krieges und der kommunistischen Regime die Osterweiterung als sein vorrangiges europapolitisches Ziel und betonte frühzeitig die hohe Bedeutung, die eine Mitgliedschaft Polens in der Europäischen Union aus deutscher Sicht haben würde. Zugleich war Deutschland von Anfang an außerordentlich daran interessiert, den wichtigsten europapolitischen Partner Frankreich in die Entwicklung gemeinsamer Vorstellungen über die Bedeutung der EU-Osterweiterung einzubeziehen. Frankreich empfand die Notwendigkeit einer Neubestimmung der Grundlagen der deutsch-französischen Beziehungen im Angesicht der deutschen Einigung, die in Frankreich vielfach als relativer eigener Statusverlust in Europa empfunden wurde. Zugleich versuchte es seine eigenen europapolitischen Vorstellungen, die eindeutig von der Priorität der Notwendigkeit einer weiteren Vertiefung des europäischen Integrationsprozesses geprägt waren, mit den strategischen

Interessen Deutschlands angesichts der allgemeinen Suche nach einer Neuordnung für den gesamten Kontinent zu harmonisieren. Auf dieser Basis entstand bei allen drei Partnerländern der Wunsch nach einer weitest möglichen Konvergenz des jeweiligen europapolitischen Denkens und der Entwicklung gemeinsamer, zielgerichteter europapolitischer Interessen.

Diese Entwicklung prägte die erste Phase des Weimarer Dreiecks, die von 1991 bis zum Abschluß des Amsterdamer Vertrages und den Beschlüssen des EU-Ministerratstreffens von Luxemburg am 12./13. Dezember 1997 währte. Nun war Polen ein offizieller Beitrittskandidat zur Europäischen Union geworden, die zweite Phase des „Weimarer Dreiecks“ hatte begonnen. Auch anlässlich des 10. Außenministertreffens des „Weimarer Dreiecks“ hält diese Phase noch an. Sie wird geleitet von der Frage, auf welche Weise die beiden größten Mitgliedstaaten der Europäischen Union dem größten Kandidatenland unter den beitragswilligen Staaten Mittelost- und Osteuropas Hilfestellungen auf dem Weg zur Vollmitgliedschaft in der Europäischen Union geben können. Dabei geht es ebenso sehr um die Entwicklung eines gleichgerichteten außen- und europapolitischen Denkens als auch um die Bestimmung praktischer Kooperationsbemühungen. Zu diesen gehören unter anderem folgende gemeinsame Beschlüsse und Empfehlungen, auf die die Außenminister sich während des 8. Treffens am 6. Januar 1999 in Paris einigen konnten:

- Das Format des „Weimarer Dreiecks“ soll künftig neben den bereits im „Weimarer Dreieck“-Format konsultierenden Verteidigungsministern auch von weiteren Fachministern genutzt werden, wobei zunächst die Umwelt-, Innen- und Verkehrsminister trilaterale Treffen im Stil des „Weimarer Dreiecks“ durchführen sollen. Am 7. Mai 1999 fand überdies zum zweiten Mal - nach dem ersten Treffen im Frühjahr 1998 in Polen - ein Gipfeltreffen der Staats- und Regierungschefs des „Weimarer Dreiecks“ in Nancy statt.
- Den Bürgermeistern von Berlin, Paris und Warschau wurde von den Außenministern die Einrichtung einer dreiseitigen Städtepartnerschaft nahegelegt.

- Die Außenminister ermunterten die Stärkung der Zusammenarbeit auf den Gebieten der zivilen Luftfahrt und der militärischen Rüstung.
- Ein Ausbau der bereits bestehenden trilateralen Zusammenarbeit von Unternehmern und Unternehmen wird als besonders wünschenswert angesehen.
- Trilaterale kulturelle Veranstaltungen sollen erweitert und unterstützt werden, wobei der Jugend- und Kulturaustausch durch die Organisation eines Festivals miteinander verbunden werden soll, wodurch das deutsch-französische beziehungsweise das deutsch-polnische Jugendwerk näher aneinander rücken können.
- Mit Hauptsitz in Warschau soll ein trilaterales Graduiertenkolleg unter Einbeziehung bereits existierender Institutionen entstehen.
- Polen soll zunehmend und verstärkt an der Entwicklung des bisherigen deutsch-französischen Fernsehkanals „Arte“ beteiligt werden.

Neben solchen konkreten Beschlüssen und Empfehlungen diene das „Weimarer Dreieck“ in den vergangenen Jahren verstärkt als Forum des Meinungs- und Gedankenaustauschs über die jeweils aktuelle Tagesordnung der Europäischen Union sowie über anstehende regionale Fragen mit Wirkung auf die Entwicklung einer gemeinsamen Außen- und Sicherheitspolitik der Europäischen Union. Damit hat das Weimarer Dreieck in seiner zweiten Phase bereits automatisch die Perspektive anklingen lassen, auf welche Weise nach einem erfolgreichen Abschluß der Beitrittsverhandlungen mit Polen und den anderen mittel- und mittelosteuropäischen Kandidatenstaaten der Zweck des „Weimarer Dreiecks“ weiterführend bestimmt werden kann, ohne daß der bisherige trilaterale Kooperations- und Konsultationsmechanismus seine Zweckgerichtetheit und zielbezogene Relevanz verlieren würde. In der derzeit laufenden zweiten Phase des Weimarer Dreiecks überlagern sich mithin die Themenstellungen, die sich aus den aktuellen Beitrittsverhandlungen Polens mit der Europäischen Union und anderen mittelosteuropäischen Staaten ergeben, mit den künftigen Perspektiven einer um mittel- bzw. mittelosteuropäischen Staaten erweiterten

Europäischen Union. Ein klar definiertes strategisches Konzept für diese Zukunft der Europäischen Union besteht noch nicht. Das „Weimarer Dreieck“ kann ein Resonanzboden sein, um dieser Perspektive vorzuarbeiten. Daher müssen Überlegungen im Blick auf die langfristig angelegte Strategie und Entwicklungsperspektive der Europäischen Union sowie Folgerungen aus möglichen Problemen und Vorbehalten, die sich einerseits aus der Erweiterung der Europäischen Union und andererseits aus dem Potential des trilateralen „Weimarer Dreiecks“ im Blick auf die Ausgestaltung der Beziehungen mit den anderen EU-Partnerländern ergeben könnten, bereits heute antizipiert und in den weiteren Fortgang der derzeit stattfindenden zweiten Phase des „Weimarer Dreiecks“ einfließen, ohne daß auf den endgültigen Abschluß der EU-Beitrittsverhandlungen mit Polen und anderen mittel- und mitteleuropäischen Kandidatenstaaten gewartet werden kann.

Probleme des „Weimarer Dreiecks“ sind während der neunziger Jahre nicht zu übersehen gewesen. Immer wieder neu bedurfte es einer Definition der angestrebten gemeinsamen Interessen und der Austarierung jener „Tabuzonen“, die eher bilateral als zu dritt besprochen werden können. Besonders wichtig war und blieb es für die Akteure des „Weimarer Dreiecks“, mit Vorbehalten der anderen Partnerstaaten innerhalb der Europäischen Union beziehungsweise aus dem Kreis der Beitrittskandidaten sinnvoll und angemessen umzugehen. Das klare Bekenntnis der Europäischen Union, wie es der Amsterdamer Vertrag bestätigt, lautet: Es gibt und soll keine variable Geometrie im europäischen Integrationsgefüge geben, Konstellationen der Vernetzung und der Koalitionsbildung, die über den normalen Vorgang der Herausbildung von Mehrheiten im Rahmen der Entscheidungsprozesse, die die Europäische Union betreffen, hinausgehen, kann und darf es nicht geben. Insofern ist das „Weimarer Dreieck“ eine Ausnahme innerhalb des derzeitigen Heranführungsprozesses und des künftigen Entwicklungsprozesses der EU. Als eine Ausnahme kann das „Weimarer Dreieck“ nur dann angemessen legitimiert werden und die anderen Partner im europäischen Integrationsprozeß vor Irritationen und Mißverständnissen schützen, wenn Zweck- und Zielbestimmungen des „Weimarer Dreiecks“ komplementär

zum europäischen Integrationsprozeß verlaufen, diesen durch die Motorfunktion der französisch-deutsch-polnischen Beziehungen befördern und gegenüber allen anderen Partnern und informellen wie formellen Entscheidungsbildungsprozessen innerhalb der Europäischen Union keinen Exklusivitätsanspruch erheben.

Vor diesem Hintergrund bedarf es einer Bilanz der bisherigen Funktionsweise des Weimarer Dreiecks und der Beantwortung der Frage, auf welche Weise die bisher in Erscheinung getretenen Akteure Potentiale und Perspektiven der weiteren Ausgestaltung der trialogischen Kooperation im Rahmen des „Weimarer Dreiecks“ haben nutzen können. Darüber hinaus bedarf es eines Blicks auf die Potentiale und Aufgaben der ersten Dekade des 21. Jahrhunderts, wobei es notwendig ist, mögliche Vorbehalte in den drei Staaten, zwischen den drei Partnerstaaten und gegenüber den anderen Partnern im Raum der Europäischen Union beziehungsweise der EU-Kandidatenländer in Rechnung zu stellen.

2. Wird das „Weimarer Dreieck“ die Aufnahme Polens in die Europäische Union überleben?

Auf dem Weg zur Mitgliedschaft Polens in der Europäischen Union hat sich das „Weimarer Dreieck“ als ein sinnvolles Instrument etabliert, das als Motor des Erweiterungs- und des inzwischen konkret gewordenen Verhandlungsprozesses verstanden werden kann. Daher sollte das „Weimarer Dreieck“ in den ersten Jahren des 21. Jahrhunderts noch stärker als bisher Impulse geben oder befördern, die in Polen als hilfestellende Vorbereitung für den EU-Beitritt durch die beiden größten Mitgliedstaaten der heutigen Europäischen Union gegenüber dem größten Kandidatenland verstanden werden. Sinnvoll waren im Bereich der Wirtschaft bereits zwei Unternehmenstreffen, die in Straßburg im Sommer 1997 und unter Thüringer Schirmherrschaft in Krakau im Herbst 1998 stattgefunden haben. Beide Treffen waren von einer hohen Intensität der Kommunikation und von sinnvollen Folgeprojekten und Aktivitäten gekennzeichnet. Im Bereich der Kultur haben verschiedene trialoge Begegnungen im Format des

„Weimarer Dreiecks“ stattgefunden, so beispielsweise das deutsch-französisch-polnische Schriftstellertreffen „Trialog“ in Freiburg vom 12. bis 15. Mai 1998 und das polnisch-deutsch-französische Kolloquium „Les voix de la coopération“ am 14./15. November 1998 in Krakau. Aktivitäten dieser Art sollten weiter ermuntert und durch die Regierungen der drei Partnerstaaten des „Weimarer Dreiecks“ gefördert werden.

Seit seiner Entstehung ist das „Weimarer Dreieck“ allerdings auch mit den Schwierigkeiten konfrontiert worden, die sich sowohl in den verschiedenen bilateralen Verhältnissen als auch in Bezug auf die Entwicklung gemeinsamer langfristiger Perspektiven für Europa insgesamt ergeben. Um die dadurch entstehenden Wahrnehmungs-, Interessen- und Handlungsunterschiede konstruktiv aufzufangen, muß das „Weimarer Dreieck“ der Grunderkenntnis der erfolgreichen jahrzehntelangen deutsch-französischen Zusammenarbeit folgen, die trotz aller Unterschiede in spezifischen Interessenbestimmungen und trotz unterschiedlicher Ausgangsparameter der europapolitischen Lage beider Länder immer wieder die entscheidende Dynamik entwickelt hat, um als Motor für die Weiterentwicklung des europäischen Integrationsprozesses sowohl in Bezug auf seine Vertiefung als auch hinsichtlich der Erweiterung der Europäischen Union zu wirken. Im Blick auf die künftigen Perspektiven der Ausgestaltung des Verhältnisses zwischen der Europäischen Union und der im Zuge der gegenwärtigen Erweiterungsrunde anstehenden Einbeziehung einer Reihe von Staaten Mittel- und Mittelosteuropas wird auch in Zukunft eine Dynamik benötigt, um den europäischen Integrationsprozeß zielgerichtet weiterzuführen. Dabei kann das „Weimarer Dreieck“, das geographisch von Brest nach Brest die Mittelachse des europäischen Festlands symbolisiert, eine nützliche Rolle spielen. Die im „Weimarer Dreieck“ zusammengeschlossenen Partner verkörpern die drei kulturellen Archetypen des Kontinents, das lateinische, das germanische und das slawische Element, wobei dies häufig in der Wahrnehmung übereinander stärker artikuliert wird als daß es in der Selbstdefinition der drei Partner eine relevante Kategorie bilden würde. Dennoch ist nicht zu übersehen, daß unterschiedliche Methoden der Organisation von Staat und Gesellschaft und mithin auch der Zugangsweise zu europapolitischen

Fragestellungen bestehen. Es gilt, ein konstruktives wechselseitiges Verständnis füreinander zu wecken und die Möglichkeiten der Entwicklung einer gemeinsamen europapolitischen Orientierung zu fördern. Die für die Politik handlungsleitende Frage dabei bleibt, auf welche Weise sich die Perspektiven für die Ausgestaltung des „Weimarer Dreiecks“ nach einem Beitritt Polens zur Europäischen Union stellen werden:

- Was wird das jeweilige Interesse der drei Partner sein, auf welche Weise läßt sich die Schnittmenge eines gemeinsamen Interesses definieren und das Störpotential unterschiedlicher Interessen aller drei bzw. jedes einzelnen der drei Partner gegenüber den Partnerländern und anderen Erwägungen im Rahmen der Europäischen Union minimieren?
- Will und kann Frankreich weiterhin Deutschland als seinen präferierten EU-Partner an sich binden und gemeinsam mit Deutschland die Folgen der EU-Osterweiterung konstruktiv gestalten? Findet Frankreich eine europapolitisch angemessene Balance zwischen der durchaus auch in Frankreich anerkannten ersten Priorität der Osterweiterung und den Implikationen des französischen Bemühens um eine Intensivierung der Mittelmeerpolitik der Europäischen Union? Welche Handlungsräume ergeben sich in Bezug auf jene Politikfelder, die, wie die Agrarpolitik, von dezidiert nationalen französischen Interessen geprägt sind?
- Will, wird und muß Deutschland weiterhin ein Interesse an der Erweiterung des deutsch-französischen Motors unter Beibehaltung von dessen ureigenster Bedeutung und mit dem Ziel haben, das „Weimarer Dreieck“ als neuen, zukunftssträchtigen Motor der europapolitischen Entwicklung des künftigen europapolitischen Handelns zu pflegen? Oder strebt Deutschland nach einer Erweiterung des deutsch-französischen Motors um einen britischen Partner unter Verzicht auf den weiteren Ausbau des „Weimarer Dreiecks“ als eines künftigen Motors der Europapolitik? Oder droht Deutschland seine europapolitische Motorrolle zugunsten von innenpolitischen Erwägungen, die sich an Kosten-Nutzen-Überlegungen orientieren, aufzugeben und in der Vermutung, das größte Mitgliedsland könne sich selbst durchaus genug sein, europapolitisch eher zu provinzialisieren?

- Wird Polen auch nach einem Beitritt von Deutschland und von Frankreich gleichermaßen als relevanter Partner verstanden und zugleich im Kreis der künftigen EU-Neumitglieder als größter Akteur dieses Kreises in einer gewissen Sprecherrolle akzeptiert? Entwickelt Polen kreative und konstruktive europapolitische Vorstellungen und eine damit in Verbindung stehende innenpolitische Diskussionskultur, die die Europäische Union nicht allein als Instrument der finanziellen und politischen Unterstützung des polnischen Transformationsprozesses definiert, sondern dazu beiträgt, daß Polen auf originäre Weise eigene europapolitische Zielvorstellungen artikuliert, die sich an den Erfahrungen und bewährten Erfolgen der bisherigen europäischen Integration orientieren, wiewohl Polen die Prozesse der vergangenen Jahrzehnte nicht aktiv hat miterleben können?

Die Folge solcher in ihren Auswirkungen keineswegs unproblematischer Fragestellungen ist eindeutig: Das „Weimarer Dreieck“ muß seine Zwecke und Zielvorstellungen schon heute, das heißt vor Abschluß der Beitrittsverhandlungen der Europäischen Union mit Polen, neu bestimmen und auf eine Weise stärken, die verhindert, daß das „Weimarer Dreieck“ nicht inhaltsleer und auf Dauer überflüssig wird. Um dies zu vermeiden, bedarf es einer offenen Diskussion über die langfristig auf die Europäische Union zukommenden Fragestellungen und das in ihnen angelegte Potential zur Entwicklung gemeinsamer Interessen und politischer Positionen; beides darf nicht tabuisiert und aufgrund einer falsch verstandenen Höflichkeit oder auch nur deswegen ausgeklammert werden, weil bis zum Abschluß der zweiten Phase des „Weimarer Dreiecks“ zwischen Deutschland und Frankreich auf der einen Seite und Polen auf der anderen Seite noch immer das Gefühl herrscht, man spreche zwischen zwei Ländern, die „drinnen“ sind und einem, das „draußen“ ist, so daß ein gemeinsames Gespräch über gemeinsame Zukunftsvorstellungen von den Entwicklungsprozessen der Europäischen Union noch nicht möglich oder noch nicht wünschbar sei. Das genaue Gegenteil ist der Fall. Bereits heute, inmitten der zweiten Phase des „Weimarer Dreiecks“, das Denken bei allen beteiligten Partnern radikal und so zu ändern, als sei Polen bereits Mitglied in der Europäischen Union und als müsse das „Weimarer Dreieck“ die europapolitischen

Entwicklungsprozesse und Zielvorstellungen gemeinsam reflektieren, ist zwingend notwendig.

Die bisherigen Erfahrungen während der neunziger Jahre erlauben es, das „Weimarer Dreieck“ als ein Hülle zu bezeichnen, die zu unterschiedlichen Zeitpunkten mit unterschiedlichen Inhalten zum Wohl der drei beteiligten Partner und des europäischen Diskussions- und Integrationsprozesses insgesamt gefüllt werden kann. Dazu ist es notwendig, über die zentralen Themen der europapolitischen Entwicklung im Rahmen des „Weimarer Dreiecks“ schon heute zu diskutieren und, wo immer möglich, Verständigung in der Lageanalyse und der Entwicklung europapolitischer Strategien zu erreichen, die über die bilateralen und internen Fragen innerhalb der drei Partnerstaaten des „Weimarer Dreiecks“ hinausgehen und die Perspektiven der Europäischen Union insgesamt zum Ziel haben. Das „Weimarer Dreieck“ muß sich bereits heute so verstehen, als wäre Polen schon Mitglied der Europäischen Union. Das „Weimarer Dreieck“ muß Diskussionsprozesse einleiten, die es Frankreich, Deutschland und Polen erlauben, gemeinsam an Perspektiven der Europäischen Union zu arbeiten, die über die erste Dekade des 21. Jahrhunderts hinaus dem europäischen Integrationsprozeß Dynamik, Richtung und Tiefgang geben können.

3. Potentiale und Aufgaben des „Weimarer Dreiecks“

Das „Weimarer Dreieck“ muß sich bereits heute so verstehen, als wäre Polen schon Mitglied der Europäischen Union und als würden Frankreich, Deutschland und Polen bewußt und zielgerichtet an gemeinsamen Perspektiven für die zukünftige Entwicklung der Europäischen Union arbeiten, die über die unmittelbare Tagesordnung zu Beginn des 21. Jahrhunderts bis an das Ende der ersten Dekade des neuen Jahrhunderts und darüber hinaus dem europäischen Integrationsprozeß Dynamik, Richtung und Tiefgang verleihen. Dazu bedarf es perspektivischer und orientierunggebender Zukunftsvorstellungen sowie einer pragmatischen Reflexion über die gebotenen Mittel und möglichen Wege, um zu den definierten Zielen zu gelangen.

1. Unterstützung des gemeinsamen europapolitischen Denkens

Die größte Herausforderung für das künftige EU-Mitgliedsland Polen wird darin bestehen, den Anspruch aufzubauen und einzulösen, eine eigene mitgestaltende Politik innerhalb der EU zu betreiben. Einzelne Länder innerhalb der heutigen Europäischen Union sind nicht von dem Anspruch getrieben, eine eigene gestaltende Politik betreiben zu wollen. Eher orientieren sie sich an den allgemein konsensualen Ausrichtungen der Europapolitik. Das gleiche wird in Zukunft für einige der neuen EU-Mitgliedstaaten gelten. Auch bereits in der heute existierenden Europäischen Union gibt es andere Mitgliedsländer, von denen ihre Partner eine eigenständige und gestaltende Europapolitik erwarten und aufgrund der Potentiale dieser Mitgliedsländer auch einfordern dürfen. Diese Perzeption, die zweifellos für Frankreich und für Deutschland gilt, wird in Zukunft auch auf Polen zutreffen. Für Polen bedeutet dies eine radikale Umkehr des eigenen Denkens, denn bisher sind die europapolitischen Diskussionen im wesentlichen auf die Zielperspektive der EU-Mitgliedschaft ausgerichtet und nicht darüber hinaus. Schneller als heute jedoch vielfach in Polen vermutet, wird die EU-Mitgliedschaft Realität werden und damit eine zwingende Veränderung des europapolitischen Denkens und der Argumentationsansätze innerhalb Polens verlangt. In vier Bereichen wirkt sich dieses vor allem aus:

Polen muß auf unmißverständliche Weise den Zusammenhang zwischen nationaler Identität und europäischer Bestimmung reflektieren und die Folgen der Selbsteinschätzung des Landes benennen.

Es muß deutlich machen, ob es in der Tendenz eher von der Vorstellung eines Europas im Sinne eines Konzertes der Mächte geprägt ist oder eine Föderation der Vaterländer im Sinne einer immer enger werdenden Politischen Union favorisiert. Damit ist die Frage verbunden, an welchen Staaten und europapolitischen Leitbildern Europa sich in seiner künftigen Europapolitik orientieren will, ob und wie weit es sich an Ambitionen anderer Mitgliedstaaten anhängen möchte oder anhängen muß. In der Tat hat Polen den Anspruch auf eine eigenständige Politik innerhalb der

Europäischen Union und darf davon ausgehen, daß die Einlösung dieses Anspruches auch von den künftigen EU-Partnern erwartet wird.

In besonderer Weise berührt dies die EU-Mitgliedschaftsfähigkeit der gesellschaftlichen und politischen Institutionen in Polen. Derzeit sind sowohl die staatlichen Institutionen als auch die politischen Parteien und gesellschaftlichen Gruppen im wesentlichen auf das Ziel hin konditioniert, Polens Mitgliedschaft in der Europäischen Union voranzutreiben. Die Beitrittsfähigkeit zur Europäischen Union aber ist nicht identisch mit der Mitgliedschaftsfähigkeit innerhalb der Europäischen Union. Ersteres verlangt die Einlösung der formalen Kriterien des *Acquis communautaire* und der Kopenhagener Beschlüsse der Europäischen Union. Letzteres verlangt eine mentale, geistige, programmatische und strategische Entwicklung innerhalb der polnischen gesellschaftlichen Kräfte, politischen Parteien und staatlichen Institutionen. Vor allem kommt es darauf an, die Beitrittsfähigkeit der polnischen Parteien zu stärken und die künftigen Interessen innerhalb der Europäischen Union, aber auch die Leitbilder, die durch Polens Mitwirkung in der Europäischen Union erreicht werden sollen, präziser zu benennen. Soll die Europäische Union zu einer Politischen Union weiterentwickelt werden, muß eine europäische politische Öffentlichkeit hergestellt werden.

Erste Ansätze dafür sind in Gestalt des heutigen Europaparlamentes vorhanden. Das Europaparlament bedarf aber einer stärkeren parteipolitischen Weiterentwicklung. Interessen und Vorstellungen über die Realisierung europapolitischer Leitbilder müssen zunehmend politisch definiert werden, wenn Europa die Vorstellung entwickeln will, eine gemeinsame europäische politische Öffentlichkeit zu besitzen und an der Entwicklung des europapolitischen Prozesses teilhaben zu lassen. Für die polnischen politischen Parteien wird sich diese Frage erstmals bei der Teilnahme an der ersten Wahl zum Europäischen Parlament nach Vollzug der polnischen EU-Mitgliedschaft stellen. Nach Stand der Dinge könnte dies bereits bei der Wahl zum Europaparlament im Jahre 2004, spätestens aber 2009 der Fall sein. Die polnischen Parteien müssen sich entsprechend mit der Frage auseinandersetzen, welcher der Parteiformationen im Europaparlament sie sich nach einer Wahl ins Europaparlament

anschließen wollen. Mehr als Status und Formalfragen ist damit die Frage nach dem europapolitischen Leitbild der verschiedenen polnischen politischen Parteien verbunden. Es ist hoch an der Zeit, bereits heute die parteipolitische Zusammenarbeit innerhalb des „Weimarer Dreiecks“ und darüber hinaus in Bezug auf sämtliche denkbaren Partner in der Europäischen Union zu befördern. Begegnungen, programmatische Diskussionen und das Entstehen parteipolitischer Netzwerke sind ein zentraler Schlüssel zur Weiterentwicklung einer politischen Öffentlichkeit innerhalb der Europäischen Union. Diskussionen über die institutionellen Implikationen und Notwendigkeiten für die Weiterentwicklung einer politischen Union stehen in Polen bestenfalls erst am Anfang. Notwendig aber ist es, bereits heute beispielsweise über die Frage der Auswirkungen von „Europalisten“ der Parteien und gemeinsamen Spitzenkandidaten für die Wahlen von 2004 bei gleichzeitiger Entwicklung von kompetenten Wahlkreiskandidaten innerhalb des eigenen Landes nachzudenken.

Die polnischen Parteien werden nicht umhin kommen, sich an den großen europäischen Parteifamilien zu orientieren. Dies aber setzt vor allem eine Verstärkung der programmatischen Diskussion über die europapolitischen Leitbilder innerhalb der polnischen politischen Parteien und gesellschaftlichen Kräfte voraus. In besonderer Weise sind hier neben den politischen Parteien die Kirchen und die Gewerkschaften gefordert. Eine besondere Rolle kommt auch den Bildungsinstitutionen und den Medien zu, die die genannten Themen und andere mögliche Beispiele im Blick auf die Fragen der Auswirkung einer polnischen Mitgliedschaft bisher nur unzureichend reflektieren. Zugleich bietet sich eine Chance, dieses Denken gemeinsam im Verbund mit Partnern im Rahmen des „Weimarer Dreiecks und darüber hinaus zu vertiefen.

2. Gemeinsame Entwicklung der institutionellen und politischen Reformen in der EU

Frankreich und Deutschland haben ein lebhaftes Interesse daran, die bisherigen Erfahrungen einer inzwischen in die fünfte Dekade hereinreichenden europapolitischen Integration weiterzuführen und an die neuen Partner in Mittelost- und Osteuropa zu vermitteln, so daß auf die

Dauer ein gleichgerichtetes Denken und Handeln innerhalb der erweiterten Europäischen Union möglich wird. Die Fortsetzung der Europapolitik ist nur möglich, wenn die Institutionen und gesellschaftlichen Diskussionszusammenhänge in den künftigen Mitgliedsländern über die Beitrittsfähigkeit hinaus die Mitgliedschaftsfähigkeit erwerben und vertiefen. Zunächst einmal kommt es auf die Bedingungen der Mitgliedschaft an, und auf eine klare Definition der Verpflichtungen, die sich aus der Mitgliedschaft ergeben. In besonderer Weise stellt sich im Blick auf die aktuellen Verhandlungen um die polnische EU-Mitgliedschaft die Frage hinsichtlich der Weiterentwicklung der Agrarpolitik sowie hinsichtlich der Innen- und Rechtspolitik vor allem im Blick auf die Freizügigkeit und den Schutz der Außengrenzen der EU. An dieser Stelle können nur einige Prinzipien skizziert werden:

- Die Mitgliedschaft Polens in der Europäischen Union darf nicht zur Beendigung des Ansatzes einer gemeinsamen Agrarpolitik innerhalb der EU genutzt werden. Sie sollte aber Motor einer Reform der EU-Agrarpolitik werden, um zu verhindern, daß eine Art von „Zweiklasseneuropa“ entsteht, welches die Landwirtschaft in Polen und in anderen künftigen Mitgliedstaaten der Europäischen Union nicht in das Gefüge einer gemeinsamen Agrarpolitik aufgrund deren eigener Unzulänglichkeiten einzubauen willens oder in der Lage wäre.
- Die Mitgliedschaft Polens und anderer Kandidatenländer in der Europäischen Union wird zu einer konsequenten Entwicklung einer gemeinsamen Politik im Blick auf den Schutz der EU-Außengrenzen führen. Dabei dürften die künftigen östlichen Außengrenzen der EU nicht zu neuen Mauern gegenüber den dahinter liegenden Regionen werden. In Polen wird mit Sorge notiert, daß während der neunziger Jahre verschiedentlich in Polen Befremden herrschte über eine allzu starke Wahrnehmung der Rußland-Fixierung der westlichen Politik. Zu Ende der neunziger Jahre hatten die Verhältnisse und ihre Wahrnehmung sich geändert. Inzwischen herrschte in Polen Sorge darüber, daß die Mitgliedstaaten der Europäischen Union nicht ausreichend auf die Entwicklung in Rußland, der Ukraine und in Belarus reagierten und eher dazu neigten, diese künftigen

Nachbarstaaten an der EU-Ostgrenze „abzuschreiben“. Es würde zu den konstruktiven und begrüßenswerten Beiträgen des „Weimarer Dreiecks“ gehören, wenn Polens Motor einer neuen und in die Zukunft gerichteten „Ostpolitik“ gegenüber Rußland, der Ukraine und Belarus werden würde und sowohl Deutschland als auch Frankreich in die Entwicklung eines gemeinsamen neuen ostpolitischen Denkens hineinnehmen würde.

3. Innenpolitischer Interessenausgleich und Ansprüche im Zuge der EU-Erweiterung

Die Reform der Institutionen der Europäischen Union bedeutet vor allem, diese an die bevorstehende EU-Erweiterung anzupassen. Bereits heute wären polnische Diskussionsbeiträge zu diesen im Zusammenhang mit der nächsten Regierungskonferenz der EU stehenden Reformüberlegungen wünschenswert und hilfreich, um ein gleichgerichtetes institutionelles Denken zwischen den künftigen EU-Partnern zu fördern. Es ist unzulänglich, wenn im Blick auf die bevorstehende EU-Erweiterung alleine über Finanzierungsfragen miteinander gesprochen wird (wer muß wie hohe Beiträge wofür leisten?) oder die notwendigen Anpassungsverpflichtungen in Polen aufgrund der Vorgaben des *Acquis communautaire* statisch enumeriert würden; in diesem Zusammenhang bedarf es einer realistischen Definition der Anpassungsziele oder einer konsequent intensivierten Erhöhung der für die EU-Beitrittsstrategie zur Verfügung stehenden Mittel. Prinzipiell erkennt Polen die Übernahme des erreichten Integrationsstandes in der Europäischen Union an, sieht sich aber in Einzelbereichen, wie beispielsweise dem Umweltschutz, nicht dazu in der Lage, eine rasche Harmonisierung zu realisieren. Dies zwingt zu längeren Übergangsfristen, ohne gleichzeitig das möglichst schnell zu erreichende Ziel der EU-Erweiterung um Polen, für das das Jahr 2003 realistisch erscheint, herauszuzögern.

In diesem Zusammenhang bedarf es vor allem der seriösen Erforschung und Auseinandersetzung mit jenen Fragestellungen, die zu Emotionalisierungen auf beiden Seiten der Grenze beitragen können. Vor allem gilt dies für die Problematik der Freizügigkeit der Arbeitskräfte, die auf seiten der EU-Partner als auch auf seiten der Kandidatenländer bisher

im wesentlichen als eine Glaubensfrage thematisiert wurde. Bisher gibt es keine empirisch verlässlichen Untersuchungen über die wirklichen Integrationsauswirkungen der Einbeziehung Polens in die EU unter Anerkennung des Freizügigkeitspostulates.

Maßstab für eher hypothetische Erörterungen können allein jene Sachverhalte sein, die sich heute bereits im Sinne einer Migrationsentwicklung auswirken würden. Dazu wäre das Verhalten jener deutschstämmigen Polen vor allen Dingen im Raum Schlesien zu rechnen, die eine deutsche Staatsbürgerschaft erwerben können und damit das Recht auf Einwanderung nach Deutschland haben. Faktisch aber wandern die Schlesier trotz großer ökonomischer und sozialer Unterschiede nicht nach Deutschland aus. Nimmt man diesen Indikator als *pars pro toto*, ergibt sich folgende politische Einschätzung: Der Verbleib im Heimatland wird um so größer, je mehr sich die Potentiale einer positiven Entwicklung am polnischen Horizont abzeichnen. Da die Mitgliedschaft in der Europäischen Union selbst eine hoffnungverheißende, die wirtschaftliche und soziale Entwicklung beschleunigende Maßnahme ist, ist nicht damit zu rechnen, daß ein großer und zu ängstlichen Sorgen berechtigender Migrationsdruck von Polen auf die westlichen Mitgliedstaaten, vor allem auf Deutschland, ausgelöst würde.

Im Rahmen des „Weimarer Dreiecks“ wäre es hoch an der Zeit, die doppelte Dimension des Migrationsproblems zu thematisieren und kompetente Forschungen auf den Weg zu bringen. Zum einen stellt sich das Migrationsproblem als Vermutung einer polnischen Migration vor allem nach Deutschland dar, zum anderen wird in Polen die Möglichkeit einer verstärkten Migration aus der Ukraine, Belarus und Rußland über Polen nach Deutschland und Frankreich problematisiert. Die Mitgliedschaft Polens wird zur Anwendung der Bestimmungen des Schengen-Abkommens im Sinne einer gemeinsamen Außengrenze der EU führen. Das künftige EU-Grenzregime im Osten Polens darf allerdings nicht gegen die Interessen und Wirkungen des Prinzips der übernationalen Offenheit dieser Grenzen ausfallen. Aus der prinzipiellen polnischen Haltung, die künftigen EU-Außengrenzen soweit als möglich für die östlichen Nachbarn offenzuhalten, könnten Interessenunterschiede zwischen Polen und den

westlichen EU-Ländern erwachsen. Im Rahmen des „Weimarer Dreiecks“ sollte das Bewußtsein dafür gefördert werden, daß Polen im gemeinsamen europäischen Interesse eine eher auf Offenheit und Begegnung angelegte Grenzpolitik gegenüber seinen östlichen Nachbarstaaten verfolgen sollte. Das „Weimarer Dreieck“ könnte hier eine mäßigende Rolle auf die innenpolitischen Diskussionen in allen drei Ländern ausüben, um mehr Verständnis für die unterschiedlichen Positionen zu werben und gemeinsame Interessen beziehungsweise Handlungsstrategien ausloten.

4. Substantielle Beiträge zur Gemeinsamen Außen- und Sicherheitspolitik der Europäischen Union

Das „Weimarer Dreieck“ kann sich nicht darauf beschränken, sein Selbstverständnis aus einem „weichen“ Politikbegriff zu gewinnen, der die Zukunft des französisch-deutsch-polnischen Verhältnisses in der Europäischen Union allein aus den Ambitionen einer Stärkung der Zivilgesellschaften und ihren wechselseitigen Interaktionen bestimmen möchte. Vielmehr liegt der künftige Sinn des „Weimarer Dreiecks“, gerade nach der anstehenden polnischen EU-Mitgliedschaft darin, den Zusammenhalt aller drei Partner bei der Entwicklung einer gemeinsamen Außen- und Sicherheitspolitik zu befördern. Dieses Thema ist aufgrund des unterschiedlichen Status, den Frankreich einerseits, Deutschland und Polen andererseits in der NATO genießen, nicht frei von Schwierigkeiten und möglichen Verwerfungen. Seit Ende der kommunistischen Herrschaft und der Überwindung der Parameter des Kalten Krieges war es das erklärte Interesse Polens, innerhalb der NATO den gleichen Status wie Deutschland zu erreichen. Mit dem Vollzug der polnischen NATO-Mitgliedschaft im April 1999 ist dieses strategische Ziel Polens erreicht. Deutschland hat seinen NATO-Status infolge der deutschen Wiedervereinigung nicht modifizieren müssen und befindet sich entsprechend in der gleichen Statussituation innerhalb der NATO wie Polen. Für Frankreich gilt dies nur eingeschränkt. Das zunächst nach Ende des Kalten Krieges von Frankreich erklärte Bemühen, wieder stärker in die Strukturen des Nordatlantischen Bündnisses zurückzukehren, hat entgegen ersten Hoffnungen und Erwartungen auf seiten der anderen Bündnispartner, einschließlich der

Vereinigten Staaten von Amerika, nicht zu allseits zufriedenstellenden Ergebnissen geführt. Der Status aller drei Länder im Nordatlantischen Bündnis bleibt unterschiedlich.

Um so notwendiger und sinnvoller ist es, im Rahmen des „Weimarer Dreiecks“ die gesamte Bandbreite der außen- und sicherheitspolitischen Interessenbestimmungen in den Blick zu nehmen und in einer Weise zu reflektieren, die es ermöglicht, der angestrebten und dringend benötigten Außen- und Sicherheitspolitik der Europäischen Union Substanz zu verleihen. Jenseits rhetorischer Kunstfiguren muß dieses zu konkreten Formen und Inhalten führen. Dabei steht die Frage eines künftigen polnischen WEU-Beitrittes an, der sich schlüssig aus der EU-Mitgliedschaft Polens ergibt und zweifellos sowohl von Deutschland als auch von Frankreich begrüßt werden würde. Der durch das französisch-britische Gipfeltreffen vom Januar 1999 in St. Malo eingeleitete Prozeß einer stärkeren Aktivierung Großbritanniens bei der Suche nach Grundlagen einer Gemeinsamen Außen- und Sicherheitspolitik der EU hat positive Auswirkungen gehabt. Langfristig ist es von entscheidender Bedeutung, auf welche Weise das künftige EU-Verhältnis zur NATO beziehungsweise zu den Vereinigten Staaten von Amerika entwickelt wird. Notwendig ist eine gleichgerichtete Strategie und die Vermeidung von Doppelkapazitäten. Zugleich muß deutlich anerkannt werden, daß die militärstrategischen Kapazitäten der Europäer (Satelliten, Waffensysteme etc.) bislang völlig unzulänglich sind.

Nicht übersehen werden kann, daß der Kosovo-Krieg für die Mitgliedstaaten der Europäischen Union und die künftigen Mitgliedstaaten der Europäischen Union eine Zäsur bedeutet hat. Wechselseitig herrscht Übereinstimmung in der Wahrnehmung, daß die europäischen Staaten im Blick auf die Notwendigkeit der Definition und konsequenten Verfolgung gemeinsamer Strategien und Handlungsperspektiven einer Gemeinsamen Außen- und Sicherheitspolitik der EU reifer geworden sind. Nicht nur in Deutschland laufen die Diskussionen realitätsbezogener und verantwortungsbewußter, seitdem das westliche Bündnis sowohl als Wertegemeinschaft als auch als strategische Allianz durch das rassistische und aggressive Vorgehen der serbischen Führung gegen die Kosovo-Albaner

zu seiner größten Bewährungsprobe seit der Gründung der NATO 1949 herausgefordert worden ist. Durch die Folgerungen, die aus dem Kosovo-Krieg gezogen werden, wird der Prozeß einer konsequenteren und kohärenteren gemeinsamen Außen- und Sicherheitspolitik der Europäischen Union erkennbar aktiviert. Die drei Partner des „Weimarer Dreiecks“ haben eine besondere Verantwortung und eine wichtige Möglichkeit, diese Situation dazu zu nutzen, gleichgerichtetes Denken in strategischer und politischer Hinsicht zu entwickeln und zum Wohle der künftigen gemeinsamen Außen- und Sicherheitspolitik der Europäischen Union voranzubringen.

Das „Weimarer Dreieck“ wird in Bezug auf seine eigene Weiterentwicklung davon abhängen, welche Richtung die Entwicklung einer gemeinsamen Außen- und Sicherheitspolitik der Europäischen Union nehmen wird. Sollte der in St. Malo Anfang 1999 angedeutete Ansatz einer stärkeren französisch-britischen Zusammenarbeit auf Deutschland ausgedehnt werden, so stellen sich folgende Fragen, die Auswirkungen auf das „Weimarer Dreieck“ haben: Vor allem geht es darum, ob die drei führenden Mächte der Europäischen Union – Frankreich, Großbritannien und Deutschland – sich selbst und damit auch andere wirklich aneinander binden werden. Bleibt es beim bilateralen oder trilateralen Konzert der Mächte (in der Kontaktgruppe um die USA und Rußland erweitert), oder kann der von St. Malo ausgehende Ansatz zum Kern einer gesamteuropäischen Integration im Bereich der Gemeinsamen Außen- und Sicherheitspolitik werden? Ersteres würde zu einer stärker nationalstaatlich ausgerichteten staatenbündischen Orientierung führen, letzteres, von Deutschland favorisiert, von Polen unterstützt und von Frankreich als Ziel bekundet, müßte in letzter Konsequenz vor allem Wirkungen auf die Nuklearpolitik haben. Werden Polen und andere Staaten in die Entwicklung einer stärker akzentuierten Gemeinsamen Außen- und Sicherheitspolitik nicht einbezogen, so bleibt ihnen keine andere Wahl, als sich stärker an den USA zu orientieren und damit den Vorwurf zu provozieren, sie würden eine europäische außen- und sicherheitspolitische Identität weniger favorisieren als die Fortsetzung der sicherheits- und militärpolitischen „Abhängigkeit“ von den USA. Es liegt an den

europäischen Staaten selbst, ob und inwieweit sie eine eigene europäische außen- und sicherheitspolitische Identität entwickeln und diese in Anerkennung der fortgesetzten und gewünschten Existenz Amerikas als einer europäischen Macht organisieren.

Schlüssel für eine gelungene Entwicklung der gemeinsamen europäischen Außen- und Sicherheitspolitik in fortgesetzter Bindung an die bewährten transatlantischen Beziehungen ist die Herstellung eines konsistenten und kohärenten Institutionengefüges. Die institutionellen Fragen innerhalb der Europäischen Union und ihre Bemühungen um eine gemeinsame Außen- und Sicherheitspolitik werden in allen drei Ländern des „Weimarer Dreiecks“ durchaus als Problem definiert. Unterschiedlich stark akzentuiert und in der strategischen Zielsetzung interpretiert wird hingegen die Frage der institutionellen Dimensionen des Verhältnisses zwischen der EU und der NATO bzw. der EU/WEU und der NATO. Die institutionellen Probleme müssen benannt werden, ohne daß die Institutionendebatte zu einem Alibi verkommt, um eine inhaltliche Debatte über Zielsetzungen, Strategien und Mittel der gemeinsamen Außen- und Sicherheitspolitik weniger engagiert und zielgerichtet unter den Europäern führen zu müssen. Die Europäische Union muß sich in der Tat mit dem häufig von amerikanischer Seite geäußerten Vorwurf auseinandersetzen, sie diskutiere eher und lieber über Institutionenfragen als über Inhalte und Strategien. Die Entwicklung einer außen- und sicherheitspolitischen Diskussionskultur im Rahmen des „Weimarer Dreiecks“, wie sie durch die Möglichkeit einer regelmäßigen Konsultation der Verteidigungsminister des „Weimarer Dreiecks“ angelegt ist, darf sich weder in Institutionenfragen verflüchtigen noch hinter pathetischen Inhaltsgesprächen den fehlenden Willen zur gemeinsamen Aktion kaschieren.

Im Rahmen des „Weimarer Dreiecks“ herrscht offenbar Übereinstimmung in der Einschätzung der nützlichen Wirkung und anhaltenden Bedeutung, die aus dem bisherigen Prozeß entstanden ist. Die Interessendivergenz, vor allem zwischen Frankreich, Großbritannien und Deutschland in Bezug auf die jeweils nationale Politik und die multilateralen Politikansätze der Europäischen Union im Blick auf das auseinanderfallende Jugoslawien konnten über die Konstruktion der Kontaktgruppe überwunden werden.

Das „Weimarer Dreieck“ wird die Inkonsistenz zu beantworten haben, die sich daraus ergibt, daß Polen der Kontaktgruppe nicht angehört, zugleich aber vom „Weimarer Dreieck“ Impulse für eine substantielle Weiterentwicklung der gemeinsamen Außen- und Sicherheitspolitik der Europäischen Union ausgehen sollen. Ob diese Quadratur des Kreises gelingt, wird zur vielleicht wesentlichsten Testfrage für die substantielle Zukunftsfähigkeit des „Weimarer Dreiecks“ werden.

5. Mitwirkung der zivilgesellschaftlichen Kräfte im europäischen Verfassungsbildungsprozeß

Die Debatte über den konstitutionellen Zustand und Charakter der Europäischen Union sowie die damit verbundene Frage nach der *finalité politique* gehört zu den zentralen Herausforderungen für die Europäische Union, die über die erste Dekade des 21. Jahrhunderts hinaus Bedeutung behalten wird. Im Rahmen der französisch-deutsch-polnischen Kooperation sind zwei Dinge notwendig:

- a) Von allen drei Partnern des „Weimarer Dreiecks“ sollten Impulse zur notwendigen Verfassungsdiskussion der Europäischen Union ausgehen, um den Konstitutionsbildungsprozeß innerhalb der Europäischen Union weitere Dynamik und kohärente Ausrichtung zu geben. Dies gilt vor allem im Blick auf die Entwicklung einer Grundrechtscharta der EU und im Zusammenhang mit der Notwendigkeit einer Kompetenzordnung sowohl zwischen den Institutionen der Europäischen Union als auch im mehrgliedrigen europäischen Regierungssystem (Kommunen, Regionen, Nationalstaaten, Europäische Union).
- b) Die drei Partner des „Weimarer Dreiecks“ müssen die große Sensibilität dieses Themas und die Gefahr der Mißverständnisse in den Partnerländern zur Kenntnis nehmen und dürfen sich nicht überfordern. Dies gilt vor allem für polnische Sorgen, daß deutsche Visionen eines föderalen Europas einem neuen EU-Partner Polen aufgestülpt werden könnten. Es gilt ebenso gegenüber französischen Hoffnungen, die föderalen Ideen der europäischen Integration, die über lange Jahre als provozierend gegolten haben, könnten durch den Gang des europäischen

Integrationsprozesses zu Beginn des 21. Jahrhunderts wieder aufblühen, ohne daß die Deutschen der Idee eines föderalisierten Europa noch angemessen und engagiert verbunden sind und ohne daß Polen und andere neue Mitgliedstaaten in der Europäischen Union aus Mittel- und Mitteleuropa ausreichende Bemühungen unternehmen, die Frage nach der politischen Qualität der Europäischen Union auch nur ernsthaft zu reflektieren und in die öffentlichen Diskussionen und politischen Gestaltungsvorgänge einzubeziehen.

In der Tat wäre es eine unglückliche Verkürzung des europäischen Integrationsprozesses, diesen allein auf die Idee der Marktunion reduzieren zu wollen oder aufgrund der EU-Osterweiterung sogar zu einer Rückkehr zu intergouvernementalen Denkansätzen und in der Folge davon zu einer Rückkehr zu intergouvernementalen Politikansätzen zu gelangen. Zweifellos dürfen sich alte und neue Partner in der Europäischen Union nicht überfordern, aber es ist notwendig, die prinzipielle Diskussion über die politische Tradition und Zielsetzung der Europäischen Union ebenso in die Zusammenhänge des „Weimarer Dreiecks“ hineinzutragen wie die Diskussion über die geistigen Wurzeln und die Wertorientierung der Europäischen Union, die bereits durch die Präambel der Römischen Verträge und erweitert durch die Präambel des Amsterdamer Vertrages zu einem konstitutiven Element des Selbstverständnisses des europäischen Integrationsprozesses erklärt worden ist. Dem „Weimarer Dreieck“ kommt eine für sein Selbstverständnis und für den weiteren europäischen Integrationsprozeß wesentliche Rolle zu, um die Diskussion über die europäische Identität und die europäische Verfassungsbildung ebenso weitsichtig wie umsichtig voranzubringen. Es wäre von praktischem Nutzen, eine wissenschaftlich-politische Studiengruppe einzusetzen, die im Rahmen des „Weimarer Dreiecks“ die Frage nach der künftigen Verfassung Europas unter Einbeziehung von Fachleuten und Repräsentanten anderer Mitglieds- bzw. Kandidatenländer reflektiert. Das „Weimarer Dreieck“ muß einen wesentlichen Beitrag leisten, um das Bemühen „Europa zu denken“ zu stärken. Dies ist vor allem unter stärkerer Ausnutzung der Möglichkeiten des intellektuellen und akademischen Lebens, aber auch im Blick auf die keineswegs ausgeschöpften Potentiale

der trilateralen Zusammenarbeit zwischen Parteien, Kirchen, Gewerkschaften, Medien und Erziehungseinrichtungen von hoher Bedeutung. Bei dem Bemühen, konstitutive Defizite des bisherigen europäischen Integrationsweges zu überwinden und Beiträge zur stärkeren Herausbildung einer europäischen Interessenidentität zu leisten, können Wirtschaft, Wissenschaft und innovative Technologien eine wichtige Vorreiterfunktion übernehmen.

Das „Weimarer Dreieck“ muß Beiträge leisten, um eine gleichgerichtete Ausrichtung des Bemühens um einen Dialog mit den Nachbarschaftszonen und –zivilisationen jenseits der künftigen Grenzen der Europäischen Union zu etablieren, zum Nutzen aller Beteiligten zu fokussieren und ebenso durch strategische und intellektuelle Reflexionen wie durch praktische Projekte und Aktionen mit Hebelwirkung zu intensivieren. Dies gilt ebenso im Blick auf die künftige Ausrichtung des europäischen Verhältnisses gegenüber Rußland, die künftige Entwicklung des Euro-Mediterranen Dialoges sowie für die lebendige Zukunftsfähigkeit der transatlantischen Beziehungen. Aufgrund der spezifischen Verbindungen und der jeweilig singulären Beiträge und Ausgangslagen der drei Partnerländer des „Weimarer Dreiecks“ können gemeinsame Beiträge für die Entwicklung des Dialoges mit den Nachbarschaftszonen und –zivilisationen jenseits der künftigen Grenzen der Europäischen Union besonders nutzbringend entwickelt werden. Der Rahmen eines trilateralen Graduiertenkollegs mit Hauptsitz in Warschau kann dafür die nützliche Basis bilden, wenn die Konzeption und Strategie von Anfang an über interne Reflexionen des trilateralen Identitätsverhältnisses und seiner Rolle in Europa hinausgeht und sich mit den Fragen der globalen Herausforderungen an Europa befaßt, die das 21. Jahrhundert für die Europäische Union mit sich bringen wird.

4. Für einen französisch-deutsch-polnischen Partnerschafts- und Kooperationsvertrag

In der Perspektive der in dieser Skizze angedeuteten Überlegungen wäre eine öffentliche Diskussion über die Frage nützlich, ob und auf welche Weise der außerordentlich bewährte Vertrag über die deutsch-französische

Zusammenarbeit vom 22. Januar 1963 (Elysée-Vertrag) anlässlich des 40. Jahrestags seines Bestehens, das heißt im Jahr 2003, zu einem Vertrag über die deutsch-französisch-polnische Zusammenarbeit erweitert werden kann. Dadurch könnte die Kernabsicht von Konrad Adenauer und Charles de Gaulle, der Gründerväter der deutsch-französischen Freundschaft, zum Wohle der neuen Phase des europäischen Integrationsprozesses nutzbringend vitalisiert werden. Diese neue Phase des europäischen Integrationsprozesses, die sich aus der Mitgliedschaft der ersten postkommunistischen Staaten Mittel- und Osteuropas in der Europäischen Union ergibt, korrespondiert mit dem Beginn der eingangs skizzierten dritten Phase des „Weimarer Dreiecks“. Der Vorbehalt gegenüber der Perspektive eines formalisierten französisch-deutsch-polnischen Vertrages über Zusammenarbeit und Kooperation ergibt sich aus den nicht von der Hand zu weisenden Sorgen der nicht beteiligten sonstigen Partner innerhalb der Europäischen Union und aus der Skepsis jener, die von formeller Vertragsrhetorik weniger überzeugt sind als von gelebter gesellschaftlicher und politischer Kooperation. Während sich die beiden letztgenannten Punkte nicht gegenseitig ausschließen müssen, bedarf die Frage nach dem Verhältnis des „Weimarer Dreiecks“ gegenüber den anderen Partnern und Partnerschaftszusammenhängen innerhalb der Europäischen Union sowohl in ihrer heutigen als auch in ihrer künftigen Gestalt einer präzisierenden Erläuterung. Dabei muß deutlich zum Ausdruck gebracht werden, daß das „Weimarer Dreieck“ keinen Exklusivitätsanspruch erhebt, die europapolitischen Reflexionen und politischen Entscheidungsprozesse nicht auf Kosten der Suche nach einer organischen Gesamtentwicklung der Europäischen Union dominieren oder durch quasi-Koalitionsbildungen antizipieren will, sondern einen nützlichen Beitrag als Motor des europäischen Integrationsprozesses leisten möchte. Darin kann sich das „Weimarer Dreieck“ auch in der zweiten Dekade seines Bestehens bewähren.

„Trójkąt Weimarski“

Stosunki francusko-niemiecko-polskie
jako motor integracji europejskiej

1. Podsumowanie: pierwsza dekada

Po rozpadzie reżimu komunistycznego i pokonaniu systemu państw powstałego w wyniku zimnej wojny rozwijały się różne konceptualne i praktyczne próby nadania nowemu łaadowi Europy kształtu i przyszłościowego profilu. Do innowacyjnych prób, które kształtowały się z początkiem lat dziewięćdziesiątych, należy koncepcja „Trójkąta Weimarskiego“, zainicjowanego spotkaniem ministrów spraw zagranicznych dnia 28 sierpnia 1991 r. w Weimarze przez ówczesnych ministrów spraw zagranicznych Rolanda Dumasa (Francja), Hansa-Dietricha Genschera (Niemcy) i Krzysztofa Skubiszewskiego (Polska). Kolejne spotkania ministrów spraw zagranicznych miały miejsce: 23-24 kwietnia 1992 r. w Bergerac, 11-12 listopada 1993 r. w Warszawie, 14-15 września 1994 r. w Bambergu, 26 października 1995 r. w Paryżu, 19 grudnia 1996 r. w Warszawie, 19 listopada 1997 r. we Frankfurcie n. Odrą, 6 stycznia 1999 r. w Paryżu oraz 30 sierpnia 1999 r. w Weimarze. 10. spotkanie ministrów spraw zagranicznych w „Trójkącie Weimarskim“ odbyło się 7 czerwca 2000 r. w Krakowie. Stwarza to okazję do podsumowania oraz spojrzenia w przyszłość odnośnie idei i potencjału „Trójkąta Weimarskiego“. „Trójkąt Weimarski“ jest przy tym oczywiście tylko jedną z wielorakich starań umocnienia siły spójności nowej Europy, na czym jego pożyteczne zadanie polegało i polega.

Punktem wyjścia idei „Trójkąta Weimarskiego“ było zrozumienie, że równie nieodzowna, co możliwa, jest identyfikacja wspólnych podstawowych interesów między Francją, Niemcami i Polską w zakresie przyszłego rozwoju Europy. Jednocześnie należało rozwinać kulturę rozmów, uznającą różnorakie sytuacje wyjściowe i szanującą nie zawsze pokrywające się wyobrażenia o celach polityki europejskiej, nie uszczuplając szansy na umacnianie stosunków francusko-niemiecko-

polskich jako przyszłego motoru integracji europejskiej. Tymczasem wyłonił się zwarty proces konsultacji oraz wysoki poziom kultury rozmów w stosunkach francusko-niemiecko-polskich. Oba elementy sprzyjają wzajemnemu zrozumieniu oraz pogłębionemu dalszemu rozwojowi wspólnych oczekiwań wobec polityki europejskiej. Należy tu zarówno intensywne wymiana poglądów w kwestiach strategicznych i zasadniczych, jak i poszukiwanie praktycznie przedsięwzięć dla korzystnego umacniania stosunków francusko-niemiecko-polskich jako motoru integracji europejskiej, bez roszczenia prawa do ekskluzywności w relacji do innych państw członkowskich i partnerskich Unii Europejskiej.

Z początkiem lat dziewięćdziesiątych te trzy kraje partnerskie zbliżały się ku sobie wychodząc z całkowicie odmiennych założeń. Polska po przewyciężeniu panowania komunistycznego znalazła w Niemczech zdeklarowanego orędownika dla swojego celu całkowitego związania się z Zachodem. Jednocześnie kraj ten szukał drugiego sojusznika dla realizacji swojego celu integracji europejskiej. Podczas gdy Polska w Stanach Zjednoczonych mogła znaleźć wsparcie dla celu rychłego członkostwa w NATO, żywiła ona odnośnie integracji z Unią Europejską, do której zmierzała, nadzieję, że we Francji pozyska najważniejszego niemieckiego partnera w europejskim procesie integracyjnym dla celu polskiego członkostwa w UE. Niemcy wkrótce po przewyciężeniu zimnej wojny i reżimów komunistycznych zdefiniowały rozszerzenie na wschód jako priorytetowy cel polityki europejskiej i wcześniej podkreślały doniosłe znaczenie, jakie z niemieckiego punktu widzenia miałyby członkostwo Polski w Unii Europejskiej. Jednocześnie Niemcy od początku były nadzwyczaj zainteresowane tym, aby najważniejszego partnera w polityce europejskiej, Francję, włączyć w rozwój wspólnych wyobrażeń co do znaczenia rozszerzenia UE na wschód. Francja odczuwała potrzebę nowego określenia podstaw stosunków niemiecko-francuskich w obliczu zjednoczenia Niemiec, które we Francji niejednokrotnie odbierano jako względną utratę własnego statusu w Europie. Jednocześnie kraj ten poszukiwał własnych wyobrażeń w zakresie polityki europejskiej, naznaczonych priorytetem konieczności dalszego pogłębienia

Trójkąt Weimarski

europejskiego procesu integracyjnego, a polegających na harmonizowaniu ich ze strategicznymi interesami Niemiec w obliczu powszechnego poszukiwania nowego ładu dla całego kontynentu. Na tej bazie pojawiło się we wszystkich trzech krajach partnerskich pragnienie możliwie najdalej idącej konwergencji poszczególnych sposobów myślenia w zakresie polityki europejskiej oraz rozwoju wspólnych, pragmatycznych interesów w tejże polityce.

Ten proces kształtował pierwszą fazę „Trójkąta Weimarskiego“, trwającą od roku 1991 do zawarcia Traktatu Amsterdamskiego i uchwał spotkania Rady Ministrów UE w Luksemburgu w dniach 12-13 grudnia 1997 r. Teraz, gdy Polska stała się oficjalnym krajem kandydującym na członka Unii Europejskiej, rozpoczęła się druga faza „Trójkąta Weimarskiego“. Także podczas 10. spotkania ministrów spraw zagranicznych „Trójkąta Weimarskiego“ faza ta jeszcze trwa. Przewodzi jej pytanie, w jaki sposób dwa największe państwa członkowskie Unii Europejskiej największemu krajowi kandydującemu spośród ubiegających się o przyjęcie państw Europy Środkowo-Wschodniej mogą służyć pomocą na drodze do pełnego członkostwa w Unii Europejskiej. Chodzi przy tym w równym stopniu o rozwój zgodnie ukierunkowanego myślenia w polityce zagranicznej i europejskiej jak i o określenie praktycznych kierunków kooperacyjnych. Do tych należą między innymi konkretne wspólne uchwały i zalecenia uzgodnione przez ministrów spraw zagranicznych podczas 8. spotkania 6 stycznia 1999 r. w Paryżu:

- Format „Trójkąta Weimarskiego“ w przyszłości obok konsultujących się już w formacie „Trójkąta“ ministrów obrony ma być wykorzystywany także przez ministrów innych resortów, przy czym w pierwszej kolejności ministrowie ochrony środowiska, spraw wewnętrznych i komunikacji mają przeprowadzić trójstronne spotkania w stylu „Trójkąta Weimarskiego“. Ponadto 7 maja 1999 r. odbyło się po raz drugi - po pierwszym spotkaniu wiosną 1998 r. w Poznaniu - spotkanie na szczycie szefów państw i rządów „Trójkąta Weimarskiego“ w Nancy.

- Burmistrzom Berlina, Paryża i Warszawy ministrowie spraw zagranicznych zalecili ugruntowanie trójstronnego partnerstwa miast.
- Ministrowie spraw zagranicznych zachęcili do umocnienia współpracy w dziedzinach lotnictwa cywilnego i zbrojeń.
- Rozbudowa istniejącej już współpracy przedsiębiorców i firm widziana jest jako szczególnie pożądana.
- Trójstronne imprezy kulturalne mają być rozszerzane i wspierane, przy czym wymiana młodzieżowa i kulturalna mają zostać ze sobą powiązane przez zorganizowanie festiwalu, przez co organizacje młodzieżowe niemiecko-francuska i niemiecko-polska mają się do siebie zbliżyć.
- Powołanie trójstronnego ośrodka naukowego z siedzibą w Warszawie, przy współdziałaniu istniejących już instytucji.
- Polska ma w coraz większym zakresie i w większym stopniu partycypować w tworzeniu dotychczas niemiecko-francuskiego programu telewizyjnego „Arte“.

Obok wypracowania takich konkretnych zaleceń „Trójkąt Weimarski“ w minionych latach służył coraz bardziej jako forum wymiany poglądów i myśli o tym, co akurat aktualnie znajduje się na porządku dziennym Unii Europejskiej jak również o czekających na rozwiązanie kwestiach regionalnych mających wpływ na rozwój wspólnej polityki zagranicznej i polityki bezpieczeństwa Unii Europejskiej. Tym samym „Trójkąt Weimarski“ w swojej drugiej fazie automatycznie zarysował już perspektywę, w jaki sposób po uwieńczonych sukcesem negocjacjach akcesyjnych z Polską i innymi krajami kandydującymi Europy Środkowo-Wschodniej cel „Trójkąta Weimarskiego“ może zostać określony w dalszej perspektywie, bez zaprzepaszczenia ukierunkowania dotychczasowego trójstronnego mechanizmu kooperacyjno-konsultacyjnego i jego ważności dla założonego celu. W obecnie trwającej drugiej fazie „Trójkąta Weimarskiego“ formułowane tematy wynikające z aktualnych negocjacji

Trójkąt Weimarski

Polski z Unią Europejską i innymi krajami Europy Środkowo-Wschodniej o przystąpieniu pokrywają się częściowo z perspektywami Unii Europejskiej poszerzonej o kraje Europy Środkowo-Wschodniej. Jasno zdefiniowana koncepcja strategiczna przyszłej Unii Europejskiej jeszcze nie istnieje. „Trójkąt Weimarski“ może być płytą rezonansową dla przygotowania tej perspektywy. Dlatego przemyślenia odnośnie długofalowej strategii i kierunków rozwoju Unii Europejskiej jak również wnioski z możliwych problemów i zastrzeżeń, które mogą wynikać z jednej strony z rozszerzenia Unii Europejskiej, z drugiej zaś strony z potencjału trójstronnego „Trójkąta Weimarskiego“ w aspekcie ukształtowania stosunków z innymi krajami partnerskimi UE, muszą już dziś być antycypowane i wpływać na dalsze postępy trwającej obecnie drugiej fazy „Trójkąta Weimarskiego“, nie czekając na ostateczne zakończenie negocjacji akcesyjnych z Polską i innymi krajami kandydującymi do Europy Środkowo-Wschodniej.

Problemy „Trójkąta Weimarskiego“ w latach dziewięćdziesiątych nie sposób było nie dostrzec. Wciąż na nowo konieczne było definiowanie zamierzonych wspólnych interesów oraz wytypowanie owych „stref zakazanych“, które można omówić raczej bilateralnie aniżeli trójstronnie. Szczególnie ważne dla aktorów „Trójkąta Weimarskiego“ było i jest, sensowne i adekwatne podejście do zastrzeżeń innych państw wewnątrz Unii Europejskiej, względnie tych z kręgu państw kandydujących. Jasne opowiedzenie się Unii Europejskiej, jak potwierdza to Traktat Amsterdamski, brzmi: nie ma i nie powinno być żadnej zmiennej geometrii w europejskiej strukturze integracji; konstelacje powiązań i tworzenia koalicji wychodzących poza normalne zjawisko wyłaniania większości w ramach procesów decyzyjnych dotyczących Unii Europejskiej nie mogą i nie powinny mieć miejsca. Niebezpieczeństwo tworzenia koalicji wraz z włączaniem do Unii Europejskiej krajów o osobliwych tradycjach i wyobrażeniach w polityce europejskiej raczej jeszcze wzrasta. A zatem „Trójkąt Weimarski“ nie jest jedynie czymś wyjątkowym w ramach obecnego procesu przybliżania i przyszłego procesu rozwojowego UE. „Trójkąt Weimarski“ jest raczej środkiem prewencyjnym: ponieważ także

w poszerzonej Unii Europejskiej nie uda się stworzyć żadnej koalicji przeciw trzem krajom partnerskim Francji, Niemcom i Polsce, współpraca w ramach nadal nieformalnego „Trójkąta Weimarskiego“ w gruncie rzeczy jest elementem zapobiegającym koalicjom w przyszłej UE. Jako taki „Trójkąt Weimarski“ tylko wtedy może znaleźć odpowiednie uzasadnienie, zaś innych partnerów w europejskim procesie integracyjnym chronić przed irytacjami i nieporozumieniami, jeśli określenie zadań i celów „Trójkąta Weimarskiego“ przebiegać będzie komplementarnie do europejskiego procesu integracyjnego, jako jego nośnik poprzez stosunki francusko-niemiecko-polskie pełniące funkcję motoru, a nie zgłaszając żadnego roszczenia do ekskluzywności wobec wszystkich innych partnerów oraz nieformalnych jak i formalnych procesów decyzyjnych w ramach Unii Europejskiej.

Na tym tle niezbędny jest bilans dotychczasowego sposobu funkcjonowania „Trójkąta Weimarskiego“ oraz odpowiedź na pytanie, w jaki sposób dotychczas występujący aktorzy potrafili korzystać z potencjałów i perspektyw dalszego ukształtowania trójstronnej kooperacji w ramach „Trójkąta Weimarskiego“. Ponadto niezbędne jest spojrzenie na potencjały i zadania pierwszej dekady XXI wieku, przy czym konieczne jest wzięcie pod uwagę możliwych zastrzeżeń w tych trzech państwach, między nimi oraz wobec innych partnerów w obszarze Unii Europejskiej względnie krajów kandydujących do UE.

2. Czy „Trójkąt Weimarski“ przeżyje przystąpienie Polski do UE?

Na drodze do członkostwa Polski w Unii Europejskiej „Trójkąt Weimarski“ uplasował się jako sensowny instrument, który można pojmować jako motor procesu rozszerzania i obecnie już skonkretyzowanego procesu negocjacji. Dlatego „Trójkąt Weimarski“ także w pierwszych latach XXI wieku powinien dawać lub przenosić impulsy, które w Polsce będą rozumiane jako pomocne przygotowanie do przystąpienia do UE ze strony obu największych państw członkowskich

Trójkąt Weimarski

dzisiejszej Unii Europejskiej wobec największego kraju kandydującego. W dziedzinie gospodarki przydatne były dwa spotkania przedsiębiorców, które odbyły się w Strasburgu latem 1997 r. oraz pod patronatem Turynii w Krakowie jesienią 1998 r. Oba te spotkania odznaczały się wysoką intensywnością komunikacji, jak również wynikającymi z nich przydatnymi projektami i działaniami. W dziedzinie kultury odbyły się różne trójstronne spotkania w formacie „Trójkąta Weimarskiego“, jak na przykład niemiecko-francusko-polskie spotkanie pisarzy „Trialog“ we Fryburgu w dniach 12-15 maja 1998 r. oraz polsko-niemiecko-francuskie kolokwium „Les voix de la coopération“ 14-15 listopada 1998 r. w Krakowie. Trójstronne działania grup i społeczności obywatelskich Francji, Niemiec i Polski powinny być w dalszym ciągu pobudzane i promowane przez rządy trzech państw partnerskich „Trójkąta Weimarskiego“.

Od momentu jego powstania „Trójkąt Weimarski“ był jednakże również konfrontowany z trudnościami powstającymi zarówno w stosunkach bilateralnych, jak i w aspekcie rozwoju wspólnych długofalowych perspektyw dla całokształtu Europy. W celu konstruktywnego zrównoważenia powstających przez to różnic postrzegania, interesów i działania, „Trójkąt Weimarski“ musi podążać za podstawowym przekonaniem, wynikającym z pomyślnej od dziesięcioleci współpracy niemiecko-francuskiej, która mimo wszelkich różnic w specyficznym określeniu interesów i mimo odmiennych przesłanek wyjściowych polityki europejskiej obu krajów ciągle na nowo rozwijała ową decydującą dynamikę, aby działać jako motor dla dalszego rozwoju europejskiego procesu integracji, zarówno w aspekcie jego pogłębiania, jak i w kwestii rozszerzenia Unii Europejskiej. Wobec przyszłych perspektyw ukształtowania relacji między Unią Europejską i mającego nastąpić w ramach nadchodzącego rozszerzenia przyłączenia szeregu państw Europy Środkowo-Wschodniej także w przyszłości potrzebna będzie dynamika dla celowego kontynuowania europejskiego procesu integracji. „Trójkąt Weimarski“, symbolizujący geograficznie od Brestu do Brestu środkową oś kontynentu europejskiego, może przy tym odgrywać pożyteczną rolę.

Partnerzy sprzymierzeni w „Trójkącie Weimarskim“ stanowią uosobienie trzech kulturowych archetypów kontynentu - elementu romańskiego, germańskiego i słowiańskiego, przy czym fakt ten często mocniej jest artykułowany we wzajemnym postrzeganiu, aniżeli stanowiłby on istotną kategorię w samodefinicji tych trzech partnerów. Mimo to nie sposób nie dostrzec, że istnieją odmienne metody organizacji państwa i społeczeństwa, a poniekąd także sposoby dochodzenia do problematyki polityki europejskiej. Należy wzbudzać konstruktywne wzajemne zrozumienie i wspierać możliwości rozwoju wspólnej orientacji w polityce europejskiej. Dla polityki kwestią kierującą działaniami pozostaje przy tym, w jaki sposób będą się prezentować perspektywy ukształtowania „Trójkąta Weimarskiego“ po przystąpieniu Polski do Unii Europejskiej:

- Jakie będą interesy każdego z trzech Partnerów, w jaki sposób można zdefiniować iloczyn zbiorów wspólnego interesu i minimalizować potencjał zakłóceń przez odmienne interesy wszystkich trzech partnerów czy też każdego z nich z osobna wobec krajów partnerskich i innych rozważań w ramach Unii Europejskiej?
- Czy Francja może i chce Niemcy jako swojego preferowanego partnera w UE nadal ze sobą wiązać i wspólnie z Niemcami konstruktywnie kształtować skutki rozszerzenia na wschód? Czy Francja znajdzie odpowiedni balans w polityce europejskiej między znaczeniem rozszerzenia na wschód, uznanego skądinąd za priorytet także we Francji, i implikacjami francuskich starań o intensyfikację polityki basenu Morza Śródziemnego w Unii Europejskiej? Jakie obszary działania wynikną w odniesieniu do tych dziedzin polityki, które - jak polityka rolna - naznaczone są zdecydowanie narodowymi interesami francuskimi?
- Czy Niemcy chcą, będą i muszą nadal być zainteresowane rozszerzeniem niemiecko-francuskiego motoru przy zachowaniu jego pierwotnego znaczenia, z celem utrzymania „Trójkąta Weimarskiego“ jako nowego, przyszłościowego motoru europejskiej polityki oraz rozwoju przyszłego politycznego działania? Czy może

Trójkąt Weimarski

Niemcy dążą do poszerzenia niemiecko-francuskiego motoru o partnera brytyjskiego rezygnując z dalszej rozbudowy „Trójkąta Weimarskiego“ jako przyszłego motoru polityki europejskiej? Czy może istnieje niebezpieczeństwo, że Niemcy zrezygnują ze swej roli jako motoru w polityce europejskiej na rzecz argumentów polityki wewnętrznej, zorientowanych na przemysłenia o kosztach i korzyściach oraz zakładając, że największy kraj członkowski mógłby sam sobie całkowicie wystarczyć, ulegną raczej prowincjalizmowi na europejskiej arenie politycznej?

- Czy Polska także po przystąpieniu będzie postrzegana przez Niemcy i Francję w równym stopniu jako ważny partner, a zarazem akceptowana w kręgu przyszłych nowych członków UE jako największy aktor tego kręgu, niejako w roli rzecznika? Czy Polska wykreuje twórcze i konstruktywne wyobrażenia o przyszłości Europy oraz powiązaną z nimi kulturę dyskusji w polityce wewnętrznej, która Unii Europejskiej nie definiowałaby tylko jako instrumentu finansowego i politycznego wsparcia dla polskiego procesu transformacji, lecz przyczyniłaby się do tego, że Polska w naturalny sposób będzie artykułować własne cele polityki europejskiej, w oparciu o doświadczenia i wypróbowane sukcesy dotychczasowej integracji europejskiej, aczkolwiek Polska procesów minionych dziesięcioleci nie mogła aktywnie przeżywać?

Konsekwencja tak postawionych pytań, które wcale nie są niekontrowersyjne, jest jednoznaczna: „Trójkąt Weimarski“ musi swoje cele i zadania już dziś, to znaczy przed zakończeniem negocjacji akcesyjnych Unii Europejskiej z Polską, na nowo określić i umacniać w taki sposób, który zapobiegnie sytuacji, w której „Trójkąt Weimarski“ zostałby pozbawiony treści i stał się na stałe zbędny. Aby temu zapobiec niezbędna jest otwarta dyskusja o sprawach i problemach, które długofalowo pojawią się przed Unią Europejską oraz o zawartym w nich potencjale dla rozwoju wspólnych interesów i pozycji politycznych; ani jedno ani drugie nie może być tematem tabu, ani pozostawać poza nawiasem przez źle pojmowaną uprzejmość czy też tylko dlatego, że do

zakończenia drugiej fazy „Trójkąta Weimarskiego“ między Niemcami i Francją po jednej stronie oraz Polską po drugiej stronie ciągle jeszcze panuje uczucie, jakoby chodziło o dwa kraje, które są „wewnątrz“ i jeden, który jest „na zewnątrz“, tak że wspólna rozmowa o wspólnych wyobrażeniach o przyszłości procesów rozwojowych Unii Europejskiej nie jest jeszcze możliwa lub nie jest jeszcze pożądana. Tymczasem jest dokładnie odwrotnie. Już dziś, pośrodku drugiej fazy „Trójkąta Weimarskiego“ bezwzględnie konieczna jest radykalna i taka zmiana w myśleniu wszystkich uczestniczących partnerów, jakby Polska była już członkiem Unii Europejskiej i jakby „Trójkąt Weimarski“ musiał procesy rozwojowe polityki europejskiej wspólnie rozważać.

Dotychczasowe doświadczenia na przestrzeni lat dziewięćdziesiątych pozwalają na to, by „Trójkąt Weimarski“ określić mianem powłoki, która w różnych momentach może być wypełniana różnymi treściami dla dobra trzech uczestniczących w nim partnerów oraz całości europejskiego procesu dyskusyjnego i integracyjnego. W tym celu konieczne jest, aby już teraz dyskutować nad centralnymi tematami procesów polityki europejskiej w ramach „Trójkąta Weimarskiego“ oraz, gdziekolwiek to możliwe, osiągać porozumienie w analizie sytuacji i rozwijaniu politycznych strategii wychodzących ponad bilateralne i wewnętrzne kwestie w trzech państwach partnerskich „Trójkąta Weimarskiego“, a skierowanych na całość perspektyw Unii Europejskiej. „Trójkąt Weimarski“ już dziś musi pojmować się tak, jakby Polska była już członkiem Unii Europejskiej.

3. Przyszłe potencjały i zadania „Trójkąta Weimarskiego“

„Trójkąt Weimarski“ musi zapoczątkować dyskusję, która pozwoli Francji, Niemcom i Polsce wspólnie pracować nad perspektywami Unii Europejskiej, które mogą z początkiem XXI wieku aż do końca pierwszej dekady nowego stulecia i dłużej wychodząc ponad bieżący porządek dzienny nadać procesowi integracji dynamikę, kierunek i głębię. Wymaga to perspektywicznych i nadających orientację wyobrażeń o przyszłości oraz

pragmatycznej refleksji nad wskazanymi środkami i możliwymi drogami do osiągnięcia zdefiniowanych celów.

1) Promowanie wspólnych ideałów europejskiej polityki

Największe wyzwanie dla przyszłego kraju członkowskiego UE - Polski - będzie polegało na tym, aby zbudować i spełnić wymóg, jakim jest prowadzenie własnej polityki współkształtowania w ramach UE. Niektóre kraje w dzisiejszej Unii Europejskiej nie są determinowane dążeniem do prowadzenia własnej polityki współkształtowania. Orientują się one raczej ku ogólnie uzgodnionym profilom polityki europejskiej. To samo będzie w przyszłości dotyczyło niektórych nowych państw członkowskich UE. Z drugiej strony w istniejącej już dziś Unii Europejskiej są się inne kraje członkowskie, od których partnerzy oczekują samodzielnej i współkształtującej polityki europejskiej i ze względu na potencjały tych krajów też mogą jej wymagać. Taka percepcja, która niewątpliwie dotyczy Francji i Niemiec, będzie w przyszłości dotyczyła także Polski. Dla Polski oznacza to radykalną przemianę własnego myślenia, ponieważ dotąd dyskusja polityczna w Polsce była zasadniczo skierowana na perspektywę celu członkostwa w UE i nie wychodziła poza nią. Niemniej szybciej niż w Polsce niejednokrotnie się stwierdza, że członkostwo w UE stanie się rzeczywistością, a tym samym wymagana będzie niezbędna przemiana w politycznym myśleniu o Europie i założeniach argumentacyjnych w Polsce.

Polska dyskutuje dziś nad związkiem między tożsamością narodową i tradycją europejską. Wnioski ze swej samooceny kraj ten musi wyciągnąć sam. Z tym wiąże się pytanie, jakimi europejskimi i politycznymi ideałami Europa zechce się kierować w swej przyszłej polityce europejskiej. Polska ma w rzeczy samej prawo do prowadzenia samodzielnej polityki wewnątrz Unii Europejskiej i może wyjść z założenia, że przyszli partnerzy w UE będą oczekiwali, iż skorzysta z tego prawa.

W szczególny sposób kwestia ta dotyka zdolności instytucji społecznych i politycznych w Polsce do członkostwa w UE. Obecnie zarówno instytucje państwowe jak i partie polityczne i ugrupowania społeczne zasadniczo mają przed sobą cel, jakim jest posuwanie naprzód sprawy członkostwa

Polski w Unii Europejskiej. Zdolność do przystąpienia do Unii Europejskiej nie jest jednakże identyczna ze zdolnością do członkostwa w Unii Europejskiej. Pierwsze wymaga spełnienia formalnych kryteriów *acquis communautaire* oraz Uchwał Kopenhaskich Unii Europejskiej. Ostatnie wymaga mentalnego, duchowego, programowego i strategicznego rozwoju wewnątrz polskich sił społecznych, partii politycznych oraz instytucji państwowych. Przede wszystkim chodzi o to, aby wzmocnić zdolność polskich partii do przystąpienia oraz sprecyzować przyszłe interesy wewnątrz Unii Europejskiej, a także cele, które mają zostać osiągnięte przez współdziałanie Polski w Unii Europejskiej. Jeżeli Unia Europejska ma się przeistoczyć w Unię Polityczną, musi powstać europejska polityczna opinia publiczna.

Pierwsze jej załączki istnieją w postaci dzisiejszego Parlamentu Europejskiego. Jednakże Parlament Europejski potrzebuje silniejszego dalszego rozwoju partyjno-politycznego. Interesy i wyobrażenia o realizacji wizji polityki europejskiej należy w coraz większym stopniu definiować politycznie, jeżeli Europa chce rozwinąć ideę wykreowania wspólnej europejskiej politycznej opinii publicznej i pozwolić jej na udział w rozwoju procesu politycznego. Dla polskich partii politycznych kwestia ta pojawi się po raz pierwszy podczas uczestnictwa w pierwszych wyborach do Parlamentu Europejskiego po urzeczywistnieniu polskiego członkostwa w UE. Według obecnego stanu rzeczy mogłoby mieć to miejsce już podczas wyborów do Parlamentu Europejskiego w roku 2004. Partie polskie muszą odpowiednio zająć się kwestią, do których formacji partyjnych w Parlamencie Europejskim chcą się przyłączyć po wyborach do Parlamentu Europejskiego. Bardziej niż o status i kwestie formalne wiąże się z tym pytanie o polityczną wizję Europy różnych polskich partii politycznych. Czas najwyższy, aby już dziś rozciągnąć współpracę partyjno-polityczną w ramach „Trójkąta Weimarskiego“ i poza nim na wszelkich możliwych partnerów w Unii Europejskiej. Spotkania, dyskusje programowe oraz tworzenie partyjno-politycznej sieci organizacyjnej stanowią centralny klucz do dalszego rozwoju politycznej opinii publicznej wewnątrz Unii Europejskiej. Dyskusje wokół instytucjonalnych implikacji

i potrzeb dla dalszego rozwoju unii politycznej znajdują się w Polsce w najlepszym przypadku dopiero w fazie początkowej. Jednakże konieczne jest, by już dziś zastanowić się na przykład nad kwestią, jakie konsekwencje mają „listy europejskie“ partii i wspólni czołowi kandydaci na wybory w roku 2004 przy jednoczesnym przygotowywaniu kompetentnych kandydatów w okręgach wyborczych własnego kraju.

Partie polskie nie unikną oparcia swojej orientacji na wielkich europejskich rodzinach partyjnych. To jednak zakłada przede wszystkim wzmocnienie dyskusji programowej nad wizjami polityki europejskiej prowadzonej wewnątrz polskich partii politycznych i sił społecznych. Ważne zadania stoją tu oprócz partii politycznych przed kościołami i związkami zawodowymi. Szczególna rola przypada także instytucjom edukacji oraz środkom masowego przekazu, które powyższe tematy oraz inne możliwe przykłady dotyczące kwestii skutków polskiego członkostwa do tej pory niewystarczająco rozważają. Jednocześnie istnieje szansa na wspólne pogłębienie takiego myślenia w łączności z partnerami w ramach „Trójkąta Weimarskiego“ i poza nim.

2) Wspólny dalszy rozwój reform instytucjonalnych i politycznych w UE

Żywotnym interesem Francji i Niemiec jest kontynuacja dotychczasowych doświadczeń integracji europejskiej sięgającej już piątej dekady i przekazywanie ich nowym partnerom w Europie Środkowo-Wschodniej, aby na stałe możliwe było zgodnie ukierunkowane myślenie i działanie w poszerzonej Unii Europejskiej. Kontynuacja polityki europejskiej jest możliwa tylko wówczas, gdy instytucje i społeczne konteksty dyskusyjne w przyszłych krajach członkowskich osiągną i pogłębią zdolność do członkostwa. W pierwszej kolejności chodzi o warunki członkostwa oraz o jasną definicję wynikających z niego zobowiązań. W szczególny sposób pojawia się w kontekście aktualnych negocjacji w sprawie polskiego członkostwa w UE kwestia dalszego rozwoju polityki rolnej oraz polityki wewnętrznej i prawnej, przede wszystkim odnośnie swobodnego

przepływu osób oraz ochrony zewnętrznych granic UE. W tym miejscu można przykładowo nakreślić niektóre tylko zasady:

- Członkostwo Polski w Unii Europejskiej nie może zostać użyte do zaniechania zaczątku reformy wspólnej polityki rolnej wewnątrz Unii Europejskiej. Powinno ono natomiast stać się motorem tejże reformy, aby zapobiec powstaniu pewnego rodzaju „Europy dwóch klas“, która rolnictwa w Polsce i w innych przyszłych państwach członkowskich Unii Europejskiej nie zechce z powodu ich własnych niedoskonałości włączyć w organizm wspólnej polityki rolnej.
- Członkostwo Polski i innych krajów kandydujących w Unii Europejskiej będzie prowadzić do konsekwentnego prowadzenia wspólnej polityki w zakresie ochrony zewnętrznych granic UE. Przyszłe wschodnie granice zewnętrzne UE nie mogą przy tym stać się nowymi murami wobec położonych za nimi regionów. W Polsce z troską, a częściowo ze zdziwieniem postrzegano, że polityka zachodnia na przestrzeni lat dziewięćdziesiątych zbyt często wydawała się koncentrować na Rosji. Pod koniec lat dziewięćdziesiątych stosunki ze Wschodem i ich postrzeganie uległy zmianie. Obecnie w Polsce panuje raczej obawa, że państwa członkowskie Unii Europejskiej niewystarczająco reagują na rozwój wydarzeń w Rosji, na Ukrainie i Białorusi. Jednym z konstruktywnych i pożądanym wkładów „Trójkąta Weimarskiego“ byłoby, gdyby Polska stała się motorem nowej, ukierunkowanej na przyszłość „polityki wschodniej“ wobec Rosji, Ukrainy i Białorusi, włączając zarówno Niemcy jak i Francję w rozwój wspólnego nowego „myślenia wschodniopolitycznego“. Historycznym postępowaniem byłoby, gdyby Francja, Niemcy i Polska w swojej polityce wobec Rosji nie dopuściły do przeciwstawnych pozycji, ani nie ograniczyły się do najmniejszego wspólnego mianownika, jakim byłoby „machnięcie ręką“ na Rosję.

3) Zrównoważenie interesów polityki wewnętrznej i wymogów polityki europejskiej w procesie rozszerzania UE

Reforma instytucji Unii Europejskiej oznacza przede wszystkim ich dostosowanie do zbliżającego się rozszerzenia UE. Już dziś polskie przyczynki do dyskusji nad tymi reformatorskimi rozważaniami w kontekście kolejnej konferencji miedzyrządowej UE byłyby pożądane i pomocne, aby posunąć naprzód zgodnie ukierunkowane instytucjonalne myślenie między przyszłymi partnerami UE. Nie wystarcza, jeśli w obliczu zbliżającego się rozszerzenia UE przedmiotem rozmów będą tylko kwestie finansowania (kto za co musi opłacać składki i w jakiej wysokości?) lub jeśli statycznie wylicza się konieczne zobowiązania adaptacyjne w Polsce na podstawie *acquis communautaire*. W tym kontekście istnieje potrzeba realistycznej definicji celów adaptacji oraz konsekwentnego podwyższenia środków dla potrzeb strategii przystąpienia do EU oraz - po przystąpieniu do EU - będących do dyspozycji nowych państw członkowskich. Polska zasadniczo uznaje przejęcie osiągniętego stanu integracji w Unii Europejskiej, w niektórych dziedzinach, jak na przykład ochrony środowiska, nie widzi jednakże dla siebie możliwości rychłego zrealizowania harmonizacji. To zmusza do dłuższych terminów przejściowych, bez jednoczesnego przesuwania wkrótce osiągalnego celu, jakim jest rozszerzenie UE o Polskę, dla którego rok 2003 wydaje się realny.

W tym kontekście konieczne jest przede wszystkim racjonalne przemyślenie tych kwestii, które mogłyby przyczynić się do wzrostu napięć emocjonalnych po obu stronach granicy. Z punktu widzenia obecnych państw UE dotyczy to przede wszystkim problematyki swobodnego przepływu siły roboczej, która zarówno po stronie partnerów UE jak i krajów kandydujących dotąd w gruncie rzeczy traktowana była jako kwestia wiary. Istnieje tylko niewiele wiarygodnych badań nad rzeczywistymi skutkami integracyjnymi przyłączenia Polski do UE w odniesieniu do problematyki swobody przepływu osób. Pozostanie w kraju ojczystym stanie się tym bardziej prawdopodobne, im bardziej będzie

kontynuowany wzrost gospodarczy w Polsce. Ponieważ członkostwo w Unii Europejskiej samo przez się stanowi już akcelerator rozwoju gospodarczego i społecznego, nie należy spodziewać się, że przystąpienie do UE wywoła silną, uzasadniającą poważne obawy, presję migracyjną z Polski do zachodnich państw członkowskich, przede wszystkim do Niemiec. W Polsce panuje szczególna wrażliwość w sprawie prawa obywateli UE do prowadzenia działalności gospodarczej, które w konsekwencji przystąpienia do UE należałoby przyznawać. Jak w przypadku swobodnego przepływu polskiej siły roboczej w państwach UE nie może dochodzić do przesadnych wniosków politycznych, które obciążałyby zrastanie się krajów po tej i tamtej stronie dzisiejszej granicy UE. Polityka nie może kapitulować wobec nastrojów, które niesłusznie są podżegane. To dotyczy Polski tak samo jak Niemiec i Francji.

Pomadto w ramach „Trójkąta Weimarskiego“ pożytecznym byłoby, aby wspólnie zająć się polską obawą przed możliwą migracją z Ukrainy, Białorusi i Rosji do Polski oraz/lub przez Polskę do Niemiec i Francji. Członkostwo Polski doprowadzi do zastosowania postanowień Umowy z Schengen odnośnie wspólnej granicy zewnętrznej UE. Z zasadniczego stanowiska Polski, aby przyszłe granice zewnętrzne UE, na ile to możliwe, pozostawić otwarte dla sąsiadów wschodnich, mogą powstać różnice interesów między Polską i zachodnimi krajami UE. W ramach „Trójkąta Weimarskiego“ należy rozwijać świadomość tego, dlaczego Polska wobec wschodnich państw sąsiadujących prowadzi raczej politykę nastawioną na otwarcie i spotkanie.

W ramach „Trójkąta Weimarskiego“ trzeba omówić kwestię, w jaki sposób między dzisiejszymi i przyszłymi partnerami UE można znaleźć konstruktywny balans między celem polityki europejskiej, jakim jest zasadnicza otwartość granic, a obawami wewnątrzpolitycznymi, zwłaszcza w Niemczech i Francji.

4) Substancjonalne wkłady do polityki zagranicznej i polityki bezpieczeństwa UE

„Trójkąt Weimarski“ nie może ograniczyć się do pozyskiwania swojej samodefinicji z „łagodnego“ pojęcia polityki, które przyszłość stosunków francusko-niemiecko-polskich w Unii Europejskiej chciałoby określać tylko na podstawie ambicji umacniania społeczności obywatelskich oraz ich wzajemnych interakcji. Przyszły sens „Trójkąta Weimarskiego“ właśnie po osiągnięciu oczekiwanego polskiego członkostwa w UE tkwi raczej w tym, aby był on nośnikiem zawartości wszystkich trzech partnerów przy budowaniu wspólnej polityki zagranicznej i polityki bezpieczeństwa. Temat ten z powodu odmiennego statusu, jaki w NATO posiadają z jednej strony Francja, z drugiej zaś Niemcy i Polska, nie jest pozbawiony trudności i możliwych wypaczeń. Od zakończenia zimnej wojny zadeklarowanym interesem Polski było uzyskanie w NATO takiego samego statusu jak Niemcy. Wraz z urzeczywistnieniem polskiego członkostwa w NATO w kwietniu 1999 r. ten strategiczny cel został osiągnięty. Niemcy nie musiały modyfikować swojego statusu w NATO ze względu na ponowne zjednoczenie i znajdują się odpowiednio w takiej samej pozycji statusowej w ramach NATO jak Polska. Do Francji odnosi się to tylko z pewnym ograniczeniem. Zadeklarowane przez Francję po zakończeniu zimnej wojny staranie o to, aby w większym stopniu powrócić do struktur Sojuszu Północnoatlantyckiego, wbrew pierwszym nadziejom i oczekiwaniom po stronie pozostałych partnerów sojuszu, łącznie ze Stanami Zjednoczonymi, nie doprowadziło do powszechnie zadowalających efektów. Status wszystkich trzech krajów w Sojuszu Północnoatlantyckim pozostaje zróżnicowany.

Tym bardziej niezbędne i sensowne jest, aby w ramach „Trójkąta Weimarskiego“ całe spektrum interesów w polityce zagranicznej i bezpieczeństwa dostrzegać i rozważać w sposób, który umożliwi wypełnienie treścią zamierzonej i pilnie potrzebnej polityki zagranicznej i bezpieczeństwa Unii Europejskiej. Z dala od retorycznych sztuczek musi prowadzić to do konkretnych form i treści. Tu pojawia się kwestia

przyszłego przystąpienia Polski do UZE, które logicznie wynika z członkostwa Polski w UE i bez wątpienia zostałyby pozytywnie przyjęte zarówno przez Niemcy jak i Francję. Zapoczątkowany francusko-niemieckim spotkaniem na szczycie w styczniu 1999 r. w St. Malo proces silniejszego zaktywizowania Wielkiej Brytanii przy poszukiwaniu podstaw Wspólnej Polityki Zagranicznej i Polityki Bezpieczeństwa UE może prowadzić do silniejszego związania UZE z NATO. Decydujące znaczenie ma przy tym, w jaki sposób rozwijać się będzie przyszły stosunek UE do NATO względnie do Stanów Zjednoczonych. Konieczna jest zgodnie ukierunkowana strategia oraz unikanie duplikacji. Jednocześnie należy wyraźniej uznać, że zasoby militarno-strategiczne Europejczyków (satelity, systemy broni itd.) ciągle jeszcze są całkowicie niewystarczające.

Nie sposób nie zauważyć, że wojna w Kosowie oznaczała cezurę dla państw członkowskich Unii Europejskiej oraz przyszłych państw członkowskich Unii Europejskiej. Panuje wzajemnie zgodny pogląd, że państwa europejskie z uwagi na konieczność zdefiniowania i konsekwentnego przestrzegania wspólnych strategii i perspektyw działania Wspólnej Polityki Zagranicznej i Bezpieczeństwa UE osiągnęły większą dojrzałość. Dyskusje, nie tylko w Niemczech, przebiegają w bliższym związku z rzeczywistością oraz z większym poczuciem odpowiedzialności, odkąd Sojusz (zarówno jako wspólnota wartości jak i jako sojusz wojskowy) przez rasistowskie i agresywne postępowanie władz serbskich wobec Albańczyków w Kosowie został wyzwany do największej próby wytrzymałości od czasu założenia NATO w roku 1949. Poprzez wnioski, które wyciągnięto z wojny w Kosowie, proces ten został w sposób widoczny zaktywizowany do poziomu konsekwentnej i koherentnej Wspólnej Polityki Zagranicznej i Bezpieczeństwa Unii Europejskiej. Trzej partnerzy „Trójkąta Weimarskiego“ ponoszą szczególną odpowiedzialność i dysponują ważną możliwością wykorzystania tej sytuacji po to, aby rozwinąć zgodnie ukierunkowane myślenie strategiczne i polityczne i posuwać je naprzód dla dobra przyszłej Wspólnej Polityki Zagranicznej i Polityki Bezpieczeństwa Unii Europejskiej.

Trójkąt Weimarski

„Trójkąt Weimarski“ w kwestii własnego dalszego rozwoju uzależniony będzie od tego, jaki kierunek przyjmie rozwój Wspólnej Polityki Zagranicznej i Bezpieczeństwa Unii Europejskiej. Jeżeli nakreślone od czasu francusko-brytyjskiego spotkania na szczycie w St. Malo z początkiem roku 1999 założenie intensywniejszej współpracy francusko-brytyjskiej miałyby zostać rozciągnięte na Niemcy, powstają pytania, które nie są bez znaczenia dla „Trójkąta Weimarskiego“: Czy trzy wiodące potęgi Unii Europejskiej - Francja, Wielka Brytania i Niemcy - będą siebie nawzajem, a tym samym także innych rzeczywiście ze sobą wiązać? Czy utrzyma się bilateralny lub trójstronny koncert potęg (rozszerzony w grupie kontaktowej o USA i Rosję), czy też może założenie wywodzące się z St. Malo stać się jądrem ogólnoeuropejskiej integracji w dziedzinie Wspólnej Polityki Zagranicznej i Bezpieczeństwa? Pierwsza możliwość prowadziaby do silniejszej orientacji ku konfederacji państw, druga, faworyzowana przez Niemcy, wspierana przez Polskę i zadeklarowana jako cel przez Francję, musiałaby w ostateczności wywierać wpływ na politykę nuklearną. Jeżeli Polska i inne państwa nie zostaną włączone w mocniej wyakcentowaną Wspólną Politykę Zagraniczną i Bezpieczeństwa, wówczas nie będą one miały innego wyboru, jak tylko mocniej orientować się w kierunku USA, prowokując tym samym zarzut, że europejską tożsamość w polityce zagranicznej i bezpieczeństwa faworyzują mniej aniżeli kontynuację „uzależnienia“ w polityce militarnej i bezpieczeństwa od USA. Od samych państw europejskich zależy, czy i na ile rozwiną one własną europejską tożsamość w polityce zagranicznej i bezpieczeństwa i będą ją organizować przy uznaniu ciągłej i pożądanej egzystencji Ameryki jako potęgi europejskiej.

Kluczem do pomyślnego rozwoju Wspólnej Polityki Zagranicznej i Polityki Bezpieczeństwa UE w ciągłym związku ze sprawdzonymi stosunkami transatlantyckimi jest utworzenie zwartego i koherentnego systemu instytucji. Kwestie instytucjonalne wewnątrz Unii Europejskiej i jej starania o Wspólną Politykę Zagraniczną i Bezpieczeństwa dyskutowane są we wszystkich trzech krajach „Trójkąta Weimarskiego“. Z różną mocą wyakcentowana i różnie interpretowana w jej strategicznym

wytyczeniu celów jest natomiast kwestia instytucjonalnych wymiarów relacji między UE i NATO względnie między UE/UZA i NATO. Problemy instytucjonalne muszą zostać nazwane, przy czym debata nad instytucjami nie może zostać zdegradowana do roli alibi, z celem takim, by móc merytoryczną debatę nad kierunkami, strategiami i środkami Wspólnej Polityki Zagranicznej i Bezpieczeństwa prowadzić z mniejszym ukierunkowaniem na wytyczony cel. Unia Europejska wielokrotnie musi odierać zarzut, że dyskutuje raczej i chętniej o sprawach instytucjonalnych, niż o treściach i strategiach. Wytworzenie kultury dyskusyjnej w polityce zagranicznej i bezpieczeństwa w ramach „Trójkąta Weimarskiego“, jakiej załóżek powstał dzięki możliwości regularnej konsultacji ministrów obrony „Trójkąta Weimarskiego“, nie może ani rozwiązać się w sprawach instytucjonalnych, ani też tuszować brakującej woli wspólnego działania przy pomocy patetycznych dyskusji merytorycznych.

W ramach „Trójkąta Weimarskiego“ panuje widoczna zgodność w ocenie jego pożytecznego działania i trwałego znaczenia wynikającego z dotychczasowego procesu. Rozbieżność interesów, zwłaszcza między Francją, Wielką Brytanią i Niemcami w odniesieniu do ich polityki narodowej oraz multilateralnych założeń politycznych Unii Europejskiej wobec rozpadającej się Jugosławii udało się przezwyciężyć poprzez konstrukcję grupy kontaktowej. „Trójkąt Weimarski“ będzie musiał znaleźć odpowiedź na niespójność wynikającą z tego, że Polska nie należy do grupy kontaktowej, podczas gdy z „Trójkąta Weimarskiego“ mają wychodzić impulsy dla substancjonalnego dalszego rozwoju Wspólnej Polityki Zagranicznej i Bezpieczeństwa Unii Europejskiej. Pytanie, czy ta kwadratura koła się powiedzie, będzie może najistotniejszym sprawdzianem dla substancjonalnej przyszłej efektywności „Trójkąta Weimarskiego“.

5) Współdziałanie sił i grup społeczeństwa obywatelskiego w procesie formowania konstytucji UE

Debata nad stanem konstytucjonalnym i charakterem Unii Europejskiej i związane z tym pytanie o *finalité politique* należy do centralnych wyzwań dla Unii Europejskiej, które zachowają swoje znaczenie także po upływie pierwszej dekady XXI wieku. W ramach kooperacji francusko-niemiecko-polskiej dwie sprawy są konieczne w pierwszej kolejności:

- a) Od wszystkich trzech partnerów „Trójkąta Weimarskiego“ powinny wychodzić impulsy dla koniecznej dyskusji konstytucyjnej Unii Europejskiej, aby procesowi formowania konstytucyjnego wewnątrz Unii Europejskiej nadać dalszą dynamikę i spójne ukierunkowanie. Dotyczy to przede wszystkim opracowania Karty Podstawowych Praw UE oraz konieczności usystematyzowania kompetencji w wielocłonowym europejskim systemie administracyjnym (gminy, regiony, państwa narodowe, Unia Europejska).
- b) Trzej partnerzy „Trójkąta Weimarskiego“ muszą przyjąć do wiadomości ogromną wrażliwość tego tematu oraz niebezpieczeństwo nieporozumień wśród państw partnerskich i nie powinny wymagać od siebie zbyt wiele. Dotyczy to zwłaszcza polskich obaw, że niemieckie wizje federalnej Europy mogłyby Polsce jako nowemu partnerowi w UE zostać narzucone. Dotyczy to także obaw francuskich, że federalne idee integracji europejskiej, które przez długie lata uważano za prowokacyjne, mogłyby wskutek nieuniknionych konsekwencji europejskiego procesu integracji ponownie rozkwitnąć z początkiem XXI wieku, aczkolwiek Niemcy nie są już wystarczająco i z zaangażowaniem przywiązani do idei sfederalizowanej Europy, zaś Polska i inne nowe państwa członkowskie Europy Środkowo-Wschodniej nie podejmują wystarczających starań, aby kwestię politycznej jakości Unii Europejskiej choćby tylko poważnie rozważyć i włączać w polityczne procesy tworzenia.

W rzeczy samej byłoby niefortunnym uproszczeniem europejskiego procesu integracji, gdyby zechcieć zredukować go wyłącznie do idei unii

rynkowej lub z powodu rozszerzenia UE na wschód doprowadzić nawet do powrotu do myśli doktryny międzyrządowej, a w efekcie do powrotu do tejże polityki. Starzy i nowi partnerzy w Unii Europejskiej niewątpliwie nie powinni wymagać od siebie zbyt wiele, niemniej konieczne jest, aby zasadniczą dyskusję na temat tradycji politycznej i wytyczonych celów Unii Europejskiej wnieść w konteksty „Trójkąta Weimarskiego“, podobnie zresztą jak i dyskusję na temat korzeni duchowych i systemu wartości Unii Europejskiej, które zostały zadeklarowane już w preambule do Traktatów Rzymskich i rozwinięte w preambule do Traktatu Amsterdamskiego, stając się konstytutywnym elementem samoświadomości europejskiego procesu integracji.

„Trójkątowi Weimarskiemu“ przypada rola istotna dla jego własnej samoświadomości oraz dla dalszego europejskiego procesu integracji, aby dyskusję na temat europejskiej tożsamości oraz formowania konstytucji europejskiej rozwijać równie dalekowzrocznie co przezornie. Praktyczne korzyści przyniosłoby powołanie naukowo-politycznego ośrodka badawczego, który w ramach „Trójkąta Weimarskiego“ rozważałby kwestię przyszłego ustroju Europy przy współudziale specjalistów i reprezentantów innych krajów członkowskich i kandydujących. Aby na stałe przynosić korzyści, „Trójkąt Weimarski“ musi w istotny sposób przyczyniać się do „myślenia Europy“. Ma to ogromne znaczenie przede wszystkim przy możliwie intensywnym uwzględnieniu możliwości życia intelektualnego i akademickiego, ale także z uwagi na absolutnie nie wyczerpane potencjały trójstronnej współpracy między partiami, kościołami, związkami zawodowymi, środkami przekazu informacji, fundacjami i placówkami wychowawczymi. W staraniach o rozważanie konstytutywnych deficytów na dotychczasowej drodze integracji europejskiej oraz przyczynianie się do silniejszego wykrystalizowania europejskiej tożsamości interesów przy uznaniu bogactwa i różnorodności poszczególnych narodów, społeczność obywatelska w krajach partnerskich „Trójkąta Weimarskiego“ może przejąć ważniejszą niż do tej pory funkcję przewodnią.

“Trójkąt Weimarski” musi wносить wkłady z celem wyprofilowania zgodnie ukierunkowanego starania o doprowadzenie do dialogu z sąsiadującymi strefami i kulturami po drugiej stronie przyszłych granic Unii Europejskiej, jego zogniskowanie dla dobra wszystkich uczestników oraz jego intensyfikację poprzez praktyczne projekty i długotrwałe akcje. Sprawa ta jest ważką w kontekście przyszłego profilu europejskiego stosunku wobec Rosji, w odniesieniu do przyszłego przebiegu dialogu europejsko-śroziemnomorskiego oraz do żywotnej predyspozycji przyszłościowej stosunków transatlantyckich. Na bazie specyficznych powiązań oraz poszczególnych indywidualnych wkładów i pozycji wyjściowych trzech krajów partnerskich “Trójkąta Weimarskiego” mogą w sposób szczególnie pożyteczny powstawać wspólne przyczynki do rozwoju dialogu z sąsiadującymi strefami i kulturami po drugiej stronie granicy przyszłej Unii Europejskiej.

Ramy trójstronnego ośrodka naukowego z główną siedzibą w Warszawie mogą stanowić korzystną bazę dla wyprowadzenia odpowiednich koncepcji i strategii nauki o kulturze od samego początku ponad wewnętrzne refleksje nad trójstronnym stosunkiem tożsamości i jego rolą w Europie. Ale nie tylko w aspekcie nauki o kulturze, lecz także z uwagi na globalne wyzwania materialne, które wiek XXI przyniesie Unii Europejskiej, “Trójkąt Weimarski” musi zaostrzyć swoje spojrzenie na odpowiedzialność Europy w świecie.

4. O francusko-niemiecko-polską umowę o współpracy i partnerstwie

W perspektywie przemysłów nakreślonych w niniejszym szkicu przydatna byłaby publiczna dyskusja nad kwestią, czy i w jaki sposób Traktat o współpracy niemiecko-francuskiej z dnia 22 stycznia 1963 r. (Traktat Elizejski), który sprawdził się niezwykle pozytywnie, z okazji 40. rocznicy jego istnienia, czyli w roku 2003, mógłby zostać rozszerzony o Traktat o współpracy i partnerstwie niemiecko-francusko-polskim. W ten sposób mogłoby zostać ponownie ożywione sedno zamysłu Konrada Adenauera i

Charlesa de Gaulle'a, ojców-założycieli przyjaźni niemiecko-francuskiej, dla dobra nowej fazy europejskiego procesu integracji. Nowa faza europejskiego procesu integracji, wynikająca z członkostwa pierwszych postkomunistycznych państw Europy Środkowo-Wschodniej w Unii Europejskiej, otworzy naszkicowaną na wstępie trzecią fazę „Trójkąta Weimarskiego“. Zastrzeżenia wobec perspektywy sformalizowanego francusko-niemiecko-polskiego Traktatu o współpracy i partnerstwie wynikają z troski nie uczestniczących pozostałych partnerów wewnątrz Unii Europejskiej oraz ze sceptycyzmu tych, którzy z mniejszym przekonaniem odnoszą się do formalnej retoryki traktatowej niż do realizowanej kooperacji społecznej i politycznej.

Podczas gdy oba ostatnie punkty nie muszą się wzajemnie wykluczać, kwestia stosunku „Trójkąta Weimarskiego“ do innych partnerów i relacji partnerskich wewnątrz Unii Europejskiej, zarówno w jej kształcie obecnym jak i przyszłym wymaga jednak precyzującego wyjaśnienia. Przy tym należy wyraźnie zaznaczyć, że „Trójkąt Weimarski“ nie rości sobie żadnego prawa do ekskluzywności. Musi pozostać poza wszelką wątpliwością, że ci trzej partnerzy: Niemcy, Francja i Polska nie pragną refleksji europejskiej polityki i politycznych procesów decyzyjnych dominować lub antycypować przez tworzenie pseudokoalicji kosztem poszukiwania organicznego całościowego rozwoju, lecz pragną wnieść przydatny im w specyficzny sposób wkład jako motor europejskiego procesu integracji. Poprzez pomyślnie urzeczywistnienie tych zasadniczych myśli „Trójkąt Weimarski“ sprawdzi się także w następnej dekadzie swojego istnienia.

Tłumaczenie: Janusz R. Musiał

ISSN 1435-3288

ISBN 3-933307-72-4



Zentrum für Europäische Integrationsforschung
Center for European Integration Studies
Rheinische Friedrich-Wilhelms-Universität Bonn

Walter-Flex-Straße 3
D-53113 Bonn
Germany

Tel.: +49-228-73-1880
Fax: +49-228-73-1788
<http://www.zei.de>